

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 7 – 12 décembre 2024



Pour nous écrire :
Adresses.la.revue@gmail.com



Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](http://Entre%20les%20lignes%20entre%20les%20mots), www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières et DR.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Avis de tempête	5
<u>Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	
Comment se défendre dans la nouvelle période Trump	7
<u>Bill Fletcher Jr.</u>	
<u>ADRESSE N° 62</u>	
Donner du sens à la victoire de Trump et à la résistance	11
<u>Frieda Afary</u>	
<u>ADRESSE N° 63</u>	
La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme	15
<u>Taki Manolakos</u>	
<u>ADRESSE N° 64</u>	
Naissance du postfascisme dans la Hongrie de Orban	19
<u>Gaspar Miklos Tamas</u>	
<u>ADRESSE N° 65</u>	
Poutine mène une guerre culturelle contre le peuple russe	28
<u>Ilya Budraitskis</u>	
<u>ADRESSE N° 66</u>	
L'impérialisme politique russe et la nécessité d'une alternative de gauche mondiale	31
<u>Ilya Budraitskis</u>	
<u>ADRESSE N° 67</u>	
L'échec du droit international à devenir universel et ses raisons	39
<u>Monique Chemillier-Gendreau</u>	
<u>ADRESSE N° 68</u>	
Ukraine : la force vient de l'intérieur	44
<u>Oleksandr Kyselov</u>	

ADRESSE N° 69

Cuba : « libre » marché ou planification démocratique? 47
Sam Farber

ADRESSE N° 70

Conversations inégales 53
Meron Rapoport

ADRESSE N° 71

Les femmes africaines victimes de Trump 59
Joy Asasira

Avis de tempête

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

Nul n'osait le prévoir, Trump est élu président des États-Unis. Les Républicains MAGA (Make America Great Again) sont majoritaires au Sénat et à la Chambre des représentants, sans oublier la Cour suprême.

Il ne s'agit pas d'un simple événement électoral mais d'un bouleversement qui a déjà des impacts dans le monde entier, comme pour la majorité des populations civiles.

Nous proposons quelques éclairages sur l'élection étasunienne et sur les possibilités de résistance. Les élections américaines ne sont pas, hélas, exceptionnelles dans ce monde en profondes mutations¹.

Beaucoup encore refusent de voir Vladimir Poutine et l'armée russe bombarder les équipements énergétiques et sociaux vitaux pour la population ukrainienne. Et multiplier les crimes de guerre. Un nouveau pas a été franchi avec l'utilisation de missiles balistiques, possibles vecteurs d'ogives nucléaires. La guerre contre les populations ukrainiennes est aussi une guerre contre les populations de la fédération de Russie².

Le temps du néolibéralisme semble passé

Une nouvelle conjoncture apparaît, où des gouvernements, sous des formes plus ou moins autoritaires, vont amplifier les politiques de privatisations, d'expropriations, d'inégalités et de contrôle social.

Comment appréhender et nommer ces nouvelles formes politiques ? Certain·es

parlent de fascisme³, d'autres de postfascisme, comme par exemple, Gaspar Miklos Tamas, à propos du régime de Viktor Orbán⁴.

Si nous voulons encore espérer que ce triste conte d'hiver puisse se transformer par nos actions collectives en souriant conte de printemps, il nous faut analyser, au niveau mondial comme au niveau local, les similitudes et les particularités, les effets sociaux et les contradictions de ces régimes. Nous devons aussi faire connaître les actions propres de groupes humains⁵, les dialogues entre Palestiniens et Israéliens, les mobilisations - aussi fragmentaires soient-elles - qui rompent les inerties favorisées par l'individualisme et la guerre de toustes contre toustes.

Certains bouleversements au 20^e siècle ont suscité des enthousiasmes. Bien des espérances se sont effondrées dans des dictatures et des crimes de masse, que certain·es ont cependant continué à nommer «socialisme», «communisme⁶», d'autres, souvent les mêmes, ne peuvent pas dépasser l'anti-impérialisme des imbéciles⁷.

Il ne s'agit pas de refaire ou d'effacer l'histoire, mais bien de rendre visible les fils tissés entre refus, résistance et espérance. Nous pouvons nous appuyer sur des déjà-existants, des biens communs, des solidarités locales ou plus larges.

1. ▶ Bill Fletcher Jr., « Comment se défendre dans la nouvelle période Trump », p. 7 ; ▶ Frieda Afary, « Donner du sens à la victoire de Trump et à la résistance », p. 11.

2. ▶ Ilya Budraitskis, « Poutine mène une guerre culturelle contre le peuple russe », p. 28.

3. ▶ Taki Manolacos, « La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme », p. 15.

4. ▶ Gaspar Miklos Tamas, « Naissance du postfascisme dans la Hongrie de Orbán », p. 19.

5. ▶ Oleksandr Kyselov, « Ukraine : la force vient de l'intérieur », p. 44.

6. ▶ Ilya Budraitskis, « L'impérialisme politique russe et la nécessité d'une alternative de gauche mondiale », p. 31.

7. Voir les précédents numéros d'*Adresses*.

Contre le roi marché, Samuel Farber nous propose de discuter aujourd'hui de Cuba⁸ et Meron Rapoport nous propose des conversations inégales entre un Palestinien et un Israélien⁹.

Il importe aussi de développer les analyses qui nous permettent de comprendre les évolutions politiques et leurs résonances de régions en régions. Voir l'article de Joy Asasira : « Les femmes africaines victimes de Trump¹⁰ ».

Une preuve évidente de cette profonde transformation au-delà des crimes, des pogroms, des génocides c'est bien le fait que certains gouvernements ne reconnaissent pas la Cour pénale internationale (CPI) et s'affranchissent d'instances qui limitent leurs actions potentiellement criminelles. Cela en dit long sur la victoire actuelle de la logique « souverainiste » sur les droits communs des êtres humains. Aucun gouvernement ne devrait pouvoir se dérober et refuser les actions de la CPI ou de la Cour internationale de justice (CIJ). De plus, il ne sauraient y avoir d'immunité ni d'impunité pour des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Quelles que soient les limites actuelles du droit international et de ses instances. Monique Chemillier-Gendreau souligne que « le monde d'aujourd'hui, devenu un village par la puissance des communications et du commerce, ne dispose pourtant pas d'un droit commun à l'application effective¹¹ ».

Penser le droit commun, comme émancipateur, est un point d'appui nécessaire pour appréhender le chaos du monde qui voient de nombreux pays sortir de leurs « démocraties » et rompre avec leurs valeurs fondatrices. Ce mouvement de bascule ne fait hélas que s'amorcer.

Bonne lecture.

Au moment du bouclage...

Le régime criminel de Bachar al Assad est tombé

Au souffle de l'élection de Trump se mêlent les effets tragiques du 7 octobre. L'équilibre instable du Moyen Orient est bouleversé par la destruction de Gaza menée par Israël, le ciblage du Hezbollah. L'Iran, sans ses alliés (Hamas, Hezbollah) se retrouve en position de faiblesse. La Russie toujours plus acharnée dans sa guerre contre l'Ukraine voit ses opérations de déstabilisation se retourner contre elle. La Géorgie est proche d'un nouveau Maïdan et la population roumaine n'accepte pas le trucage des élections.

L'instabilité est renforcée dans la région alors que les puissances du processus d'As-tana (Russie, Iran, Turquie) tentent d'éviter une perte d'influence pour les deux premiers et surtout l'irruption directe des populations suppliciées.

Les gouvernements de la Russie et de l'Iran ont subi un revers durable, celui de la Turquie semble renforcé. Cela se répercute inévitablement sur les autres conflits, sur l'équilibre des BRICS et sur les rapports internationaux à l'investiture de Trump. Et celui au pouvoir à Pékin devra sortir de son silence.

Il est maintenant nécessaire et possible de revenir aux aspirations initiales de la révolution syrienne, à savoir la démocratie, la justice sociale et l'égalité, tout en respectant le droit à l'autodétermination des Kurdes et de toutes les minorités.

8. ► Sam Farber, « Cuba : "libre" marché ou planification démocratique ? », p. 47.

9. ► Meron Rapoport, « Conversations inégales », p. 53.

10. ► Joy Asasira, « Les femmes africaines victimes de Trump », p. 59.

11. ► Monique Chemillier-Gendreau, « L'échec du droit international à devenir universel et ses raisons », p. 39.

Comment se défendre dans la nouvelle période Trump

Bill Fletcher Jr.

propos recueillis par Dave Zirin

Vous avez travaillé avec et organisé la main-d'œuvre immigrée pendant de nombreuses années. Trump dit que son intention est d'expulser 10 à 20 millions de travailleurs et de travailleuses sans papiers. L'ampleur de cette violence et le nombre de familles qui seraient détruites sont immenses. Les coûts économiques seraient également catastrophiques. Est-ce bien réel ? Si c'est le cas, comment peux-tu commencer à construire une résistance à cela ?

7

Nous devons prendre au sérieux tout ce qu'il a annoncé. C'est par là que je veux commencer, parce que je pense que parmi la gauche, ainsi que les partisans de Trump, beaucoup de gens ne l'ont pas pris au sérieux. Ils n'arrêtaient pas de dire : « Oh, il ne va jamais faire ça. C'est juste un truc de campagne. » Et je pense que, comme le dit le proverbe, « Quand quelqu'un te dit qui il est, crois-le dès la première fois. » Je le prends donc très au sérieux.

Au milieu des années 1930, il y a eu un important rapatriement des citoyen·nes chicanos et mexicain·es des États-Unis, et elles et ils ont été essentiellement forcé·es de partir. Les chiffres varient entre 1 et 2 millions de personnes. Et beaucoup de ces personnes sont parties « volontairement », parce qu'elles ont été chassées de chez elles, qu'on ne leur a pas donné d'emploi, etc. Et la dépression leur était imputée. Cela s'est donc déjà produit. Cela pourrait certainement se reproduire. Cette fois-ci, il y a plusieurs possibilités qui incluent une combinaison de violence légale et extralégale. Nous pourrions avoir un renforcement de l'ICE¹. Nous pourrions

avoir une fédéralisation de la Garde nationale pour un certain nombre de choses. Et nous pourrions avoir un appel à des groupes d'autodéfense pour aider au rapatriement.

La deuxième chose que nous devons garder à l'esprit, c'est que les discussions, en particulier au cours des deux derniers mois, sur les mesures à prendre contre les immigrant·es ne se sont pas limitées aux sans-papiers. Ils ont utilisé un terme utilisé par les fascistes européens : « émigration ». Ils parlent de nettoyage ethnique. Ils parlent de dénaturiser les citoyen·nes naturalisé·es. Je doute qu'ils parlent d'agir contre M^{me} Trump, mais ils parlent de dénaturiser des gens. Il est donc possible que la violence légale et extralégale soit utilisée pour mener à bien ce projet. Maintenant, bien qu'il soit toujours possible qu'il s'agisse simplement d'un vintard qui parle, nous ne devrions pas le présumer. L'une des choses que nous devons faire très rapidement est de commencer à mettre en place une protection juridique, ainsi que des organisations, pour soutenir les immigrant·es, mais nous devons également envisager des actions massives. Par exemple, le 1^{er} mai 2006, il y a eu la Journée sans immigré·es, comme tu t'en souviens peut-être. Et cela a ouvert les yeux à de nombreuses personnes. Il se peut que nous devons planifier quelque chose de très similaire. Nous aurons besoin que le mouvement syndical lance un « *star avait* » massif d'au moins une journée, voire plus, pour faire comprendre la relation entre les immigrant·es et la société dans son ensemble. En ce qui concerne les immigrant·es, les choses se compliquent parce que la classe capitaliste est très divisée sur cette question. Nombreux sont ceux qui, au sein de la classe capitaliste, veulent absolument s'assurer que l'immigration se poursuive, qu'elle soit légale ou sans papiers, en

1. NdT. L'US Immigration and Customs Enforcement est l'agence américaine qui traque les migrant·es sans papiers.

raison de leurs besoins en main-d'œuvre. Cela pourrait compliquer les choses pour Trump, mais nous n'en savons rien.

Je voudrais essayer de mettre un peu de viande sur l'os de ce que tu viens de dire. Prenons Langley Park, dans le comté de Prince George. C'est l'une des zones les plus densément peuplées d'immigrant·es salvadorien·es. Pour les habitant·es de Langley Park et les personnes autour de Langley Park des organisations comme Casa de Maryland, quelle est la première étape pour défendre la communauté contre les policiers hors de l'État qui cherchent, comme le disent les fascistes et les Trumpistes, à les «remigrer» ?

Je pense que chaque quartier avec un nombre substantiel d'immigré·es va avoir besoin de l'équivalent d'une surveillance de quartier, et les gens vont devoir être à l'affût à la fois des forces légales ou extralégales suspectes qui pourraient arriver dans la communauté. Il faut aussi être prêt·e à se mobiliser, comme l'ont fait les conseils de chômeur·euses dans les années 1930 lorsque les habitant·es étaient expulsé·es de leurs maisons. Les conseils de chômeurs et de chômeuses se présentaient et ramenaient les affaires des personnes dans la maison après leur expulsion. Nous aurons besoin de ce niveau d'organisation de masse. Nous aurons également besoin d'équipes juridiques que les personnes pourront appeler dès qu'elles sauront que quelque chose se passe. Et l'une des choses dont nous devrions supposer qu'il serait nécessaire, c'est d'engorger les tribunaux. Il faut remplir les tribunaux de procès.

Passons au travail. Tu as une telle expérience dans ce domaine. Qu'attends-tu des syndicats dans les mois à venir ?

Je m'attends à trois choses. La première, c'est que certaines personnes vont faire se taire (silence radio) et on ne les entendra pas. La deuxième chose, c'est l'élément «couvre-toi»: cela ressemblera beaucoup à ce qui s'est passé après le 6 janvier avec le Congrès², où divers membres du Congrès se sont précipité vers Trump pour essayer de

jouer les gentils. Tu auras certains dirigeants qui essaieront de conclure leur propre accord avec Trump ou avec le gouvernement pour s'assurer que leur secteur et leur syndicat ne soient pas touchés. Et la troisième chose, on assistera à une résistance. Beaucoup de celles et ceux-là seront les «suspect·es» habituel·les. Comme les syndicats qui se sont beaucoup battus autour de l'immigration, des immigrant·es, des attaques contre les immigrant·es comme Unite Here, l'Union internationale des employé·es de service, les peintres, et quelques autres qui se sont battu·es pour les migrant·es, les ont organisé·es et les ont soutenu·es. Tu auras donc une division. Je pense qu'il sera très difficile pour l'AFL-CIO nationale de parvenir à un consensus. Mais voici la conclusion: Le mouvement syndical doit devenir un mouvement antifasciste, et l'idée que l'antifascisme relève des partis n'est pas pertinente et absurde.

La démocratie constitutionnelle est particulièrement menacée. Et dans cette situation, il n'y a que deux camps et non trois. Et le mouvement syndical doit reprendre la bannière de l'antifascisme. Et cela signifie qu'il y aura certains syndicats et certains dirigeants syndicaux de jouer les autruches. Mais c'est ce que nous devons faire. L'un des projets dans lesquels je suis impliqué s'appelle Standing for Democracy («Debout pour la démocratie»). L'un de nos objectifs est de lutter pour que le mouvement syndical devienne un mouvement antifasciste. Je pense que tous les bons progressistes et les hommes et femmes de gauche qui sont actifs et actives dans le mouvement syndical doivent reprendre cette bannière. Il y a un phénomène mondial des syndicats et des fédérations syndicales qui a émergé au cours des dix-huit derniers mois et qui est explicitement antifasciste. Nous devons en faire partie.

Tu as mentionné les conseils de chômeurs et de chômeuses tout à l'heure, et je suis vraiment content que tu aies évoqué l'histoire, parce que beaucoup ont l'impression que nous n'avons jamais été confronté à quelque chose de semblable auparavant. D'un certain point de vue, elles et ils ont bien sûr raison. Mais ce n'est pas non plus une nouveauté, n'est-ce pas ? Les partisan·es de la justice sociale du passé, en particulier

2. NdT. Le 6 janvier 2021, des émeutiers pro-Trump ont pris d'assaut le Capitole à Washington.

dans les communautés marginalisées, ont été confronté·es à des conditions similaires, n'est-ce pas ?

Oui, nous avons été confronté·es à cela dans le passé. En parlant de mon expérience personnelle, en 2014, avec quelques autres nous avons commencé à vraiment soulever le danger du populisme de droite. Il y avait des groupes qui soulevaient cela depuis des années, il y a les Associés de recherche politique et le Réseau anti-Klan, etc. Mais dans ma propre expérience, j'ai vraiment commencé à voir le danger, et j'ai été confronté continuellement au déni : « Oh, tu exagères les choses. Le vrai danger, c'est le néolibéralisme », et « Vous distrayez les gens ».

Et puis Trump a été élu. Et quand Trump a été élu, une autre chose bizarre s'est produite : Certaines personnes du côté progressiste ont commencé à croire ce que Trump disait. Des choses comme le fait qu'il n'y avait pas d'ingérence russe dans l'élection ou que Trump était un phénomène passager, et que le vrai problème était des gens comme les Clinton et d'autres démocrates centristes. Ce sont des gens qui, des années plus tôt, lorsque le Tea Party était en pleine ascension, ont nié que le Tea Party était en fait un mouvement. Ils disaient qu'il s'agissait d'un phénomène « astroturf³ », créé par les riches et qu'il n'y avait pas de base de masse. Et les personnes ignoraient que ce monstre des profondeurs était en train d'émerger. C'était très, très réel. Puis, tout d'un coup, l'année dernière, les personnes ont commencé à parler très largement de la menace fasciste. Et j'étais heureux de l'entendre, mais c'était comme : « Hé, où diable étiez-vous pendant la dernière période de temps ? »

Le danger auquel nous sommes confronté·es en ce moment, c'est qu'il va y avoir une paralysie. Les personnes vont se sentir très dépassées par la menace à laquelle nous sommes confronté·es, et beaucoup ne sauront pas quoi faire. Elles et ils seront pris·es au piège du désespoir, et nous ne pouvons pas nous le permettre

Pour l'instant, nous devons nous rendre compte que nous nous sommes fait botter le cul et que nous devons maintenant mettre en place une contre-offensive. Et ce ne sera



3. NdT. Du nom d'une marque de pelouses artificielles.

pas facile. Nous avons vu le monstre. Le monstre issu de siècles de colonialisme racial, le monstre issu de siècles de misogynie a émergé des profondeurs. Il a étendu ses tentacules. Il nous a assommé-es. Il est là. Il n'est pas imaginaire. Et donc, nous devons trouver ce qu'il faut faire. C'est de cela que des gens comme toi, moi et d'autres doivent parler dans les semaines à venir. Il ne s'agit pas de se précipiter pour faire des choses comme une manifestation juste pour faire une démonstration, mais d'élaborer une véritable stratégie de contre-offensive. Comment allons-nous affronter ces gens? Où avons-nous gagné et perdu au cours du dernier cycle électoral, et quelles conclusions pouvons-nous en tirer? Beaucoup de ces victoires des républicains étaient très minces, alors nous ne devrions pas nous jeter sur un couteau et nous faire hara-kiri.

Je pense qu'il y aura des personnes qui mettront tout ça sur le dos de l'économie, et je l'ai déjà vu. Elles vont dire: «Si les démocrates avaient parlé davantage de l'économie, cela ne serait pas arrivé», en laissant de côté un fait très intéressant que beaucoup de personnes ont ignoré, à savoir que même dans les endroits où les résultats des politiques économiques de Biden fonctionnaient, [cela] n'a pas nécessairement eu pour conséquence que les personnes s'éloignent de «Make America Great Again» (MAGA). Parce que nous n'avons pas seulement affaire à un phénomène économique. Nous avons affaire à du revanchisme: une réaction et une colère portées à une échelle inimaginable dans un passé récent.

En effet, c'est un excellent point. Et qui-conque voit la situation sous l'angle purement économique n'a pas une vue d'ensemble de ce qui se passe. Il y a un mouvement de masse revanchard dans ce pays qui, à bien des égards, a créé sa propre réalité. Oui, pour beaucoup, il s'agissait de ressentir les difficultés et l'inflation pendant les années Biden. Mais il s'agit aussi d'une masse de la population qui choisit d'accepter la réalité alternative que Trump a construite. Parce que, comme je vous l'ai entendu dire à plusieurs reprises, «une différence clé entre la gauche et la droite est que la gauche doit dire la vérité et que la droite, pour survivre, doit embrasser des

mensonges» comme la diffamation des im-migrant-es par Trump et le fait de dire que si vous ne l'écrivez pas, nous aurons une récession mondiale, ce qui est exactement ce qu'il a dit en 2020.

Tu as mentionné les conseils de chômeurs et de chômeuses qui affichent déjà parfois en ligne leur volonté de faire renouveler leur passeport. Que dis-tu aux personnes qui ont l'impression de devoir vivre ailleurs qu'ici?

Nous savons tous les deux qu'il y a des personnes trans et des personnes enceintes qui pourraient devoir partir pour obtenir des soins. Mais qu'en est-il de tous les autres qui remplissent des visas de voyage?

Je comprends ce sentiment. Ma sœur m'a dit qu'elle m'aiderait à partir, parce qu'elle a vraiment peur pour ma vie. Je pense que sa crainte est tout à fait réaliste. Nous marchons en terrain très inconnu. Mais je dirais aux gens que ce dont nous avons besoin en ce moment, c'est de construire une organisation. Tant que nous sommes capables de le faire, nous devrions le faire et ne pas disparaître. Maintenant, si quelqu'un·e a un problème médical ou psychologique qui l'empêche d'être actif ou active, je comprends. Il y aura toujours des personnes qui diront, même à mon âge (70 ans), «Bill, tu devrais juste aller en Afrique du Sud. Tu aimes l'Afrique du Sud, vas-y. Prends ta retraite là-bas.» Je comprends, mais je ne suis tout simplement pas prêt à le faire maintenant. Je pense que nous devons, dans la mesure du possible, construire la contre-attaque. Je reste stupidement optimiste quant à notre capacité à le faire, mais cela nécessitera un large front. Et je vais te dire, pour moi personnellement, j'en ai assez des puristes. Nous devons être prêt·es à nous unir largement. Je veux travailler avec des personnes qui veulent gagner, et je pense que nous pouvons le faire.

[Bill Fletcher Jr. est membre du comité éditorial de *The Nation*. Il a rejoint le mouvement syndical après l'université et travaillé comme soudeur sur un chantier naval. Fondateur de Black Workers for Justice, il est l'ancien président du TransAfrica Forum.](#)

Source: [The Nation](#), 7 novembre 2024.

Donner du sens à la victoire de Trump et à la résistance

Frieda Afary

L'élection de Donald Trump à la présidence et les victoires républicaines dans tout le pays sont une catastrophe pour les forces progressistes aux États-Unis et dans le monde. Ce que l'élection du 5 novembre 2024 a montré, c'est que si ce pays est toujours divisé, il y a eu un glissement vers la droite à l'échelle nationale et dans tous les groupes démographiques et géographiques¹.

Répartition des votes

Examinons de plus près la répartition démographique des votes. Environ 72 millions de personnes ont voté pour Harris et 75 millions pour Trump. Environ 700 000 personnes ont voté pour Jill Stein et 700 000 pour Robert Kennedy. Cela signifie que les démocrates ont obtenu 10 millions de voix de moins qu'en 2020, lorsque Biden avait obtenu 81 millions de voix. Trump a obtenu à peu près le même nombre de voix qu'en 2020.

Alors que 89 % des femmes noires et 60 % des femmes latines ont voté pour Harris, seules 47 % des femmes blanches ont voté pour elle. Chez les hommes, 59 % des hommes blancs, 47 % des hommes latinos et 24 % des hommes noirs ont voté pour Trump. Dans les différents groupes d'âge, la répartition était à peu près 50-50 dans tous les groupes d'âge, avec un léger avantage pour Harris chez les personnes de moins de 45 ans².

Parmi les groupes religieux, 80 % des évangélistes ont voté pour Trump. 80 % des juif-ves ont voté pour Harris. Parmi les

musulman-es, 53 % ont voté pour Jill Stein, 21 % pour Trump et 20 % pour Harris³.

Alors que les référendums sur le droit à l'avortement ont gagné dans sept États, quatre de ces États, l'Arizona, le Missouri, le Montana et le Nevada ont voté pour Trump⁴. Les électeurs et les électrices du Missouri et de l'Alaska, qui ont voté pour Trump, ont également voté en faveur de l'augmentation du salaire minimum et de l'obligation de congé de maladie rémunéré pour les employé-es. Il est important de réfléchir à ces contradictions. Toutefois, elles n'enlèvent rien à l'évolution générale vers la droite observée dans les décomptes à l'échelle nationale.

Évaluation des points de vue des expert-es

Les spécialistes ont principalement attribué la victoire des républicains et le glissement à droite à la hausse de l'inflation, aux difficultés économiques et au fait que les Parti démocrate était trop attaché à la justice sociale et à l'égalité raciale et qu'il n'avait pas fermé la frontière aux immigrant-es sans papiers dans la période post-Covid⁵. Les progressistes et les expert-es libéraux de gauche ont reproché aux démocrates d'avoir abandonné la classe ouvrière et d'avoir accordé trop d'attention au genre, à l'identité et à la « wokeness⁶ ». Ces deux points de vue présentent des contradictions flagrantes.

3. « CAIR Exit Poll of Muslim Voters », 8 novembre 2024.

4. *The New York Times*, 7 novembre 2024 ; *Time*, 11 novembre 2024.

5. *The New York Times*, 6 novembre 2024 et 9 novembre 2024.

6. NdT. Conscience des problèmes liés à la justice sociale et à l'égalité raciale.

1. *The New York Times*, 6 novembre 2024.

2. « U.S. News and World Report », 6 novembre 2024.

En fait, l'inflation liée aux perturbations de la pandémie (dont les décès massifs) était en baisse, et l'emploi et même les salaires réels étaient en hausse. L'administration Biden, malgré sa politique étrangère désastreuse au Moyen-Orient, était la plus favorable aux travailleurs et travailleuses sur la scène nationale, par rapport aux autres administrations des cinquante-cinq dernières années. Elle a également répondu aux préoccupations concernant la perte d'emplois manufacturiers étasuniens au profit de la mondialisation et a créé environ 800 000 emplois manufacturiers grâce à ses projets de loi sur les infrastructures⁷. Harris, elle aussi, malgré ses efforts pour s'acoquiner avec Wall Street, a soutenu la loi PRO en faveur de l'organisation des syndicats, proposé un salaire minimum plus élevé, davantage d'aide pour le loyer, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, le maintien de la loi sur les soins abordables, et les droits à la reproduction et à l'avortement qui offrent d'importants avantages économiques aux femmes et leur permettent de poursuivre leurs études et d'avoir du temps à consacrer à leur travail. Elle est favorable à l'annulation des prêts pour les étudiant-es et à un système d'éducation publique solide.

Même si l'essentiel des analyses des résultats des élections par le courant dominant et la gauche étaient entièrement correctes, elles n'expliquent pas pourquoi plus de 5 % d'une population souffrant de difficultés économiques et d'une classe ouvrière se sentant abandonnée ont voté pour un candidat qui était l'incarnation de la super-riche, qui promettait d'accorder des réductions d'impôts massives aux super riches et qui a construit sa campagne avec l'aide du propriétaire et dirigeant d'entreprise le plus riche et le plus fortement antisyndical du monde, Elon Musk⁸.

La victoire de Trump ne peut s'expliquer par un réductionnisme économique

7. Mehdi Hasan et Owen Jones, « Is Bernie Sanders Right that Biden Abandoned the Working Class? », *Zeteo*, 8 novembre 2024.

8. Jacob Silverman, « Meet Elon Musk, Our New Shadow Presiden », *Zeteo*, 11 novembre 2024.



On peut affirmer que la plupart de celles et ceux qui ont voté pour Trump en sont venues à croire au capitalisme autoritaire. Elles et ils semblent penser que la façon d'avancer dans la vie individuelle et en tant que pays est d'exploiter, de réduire les réglementations, de réduire les impôts des riches et de laisser un tyran et un violeur prendre les rênes. Elles et ils ont été profondément enrôlé-es dans le discours du patriarcat, de la misogynie (*misogynoir*), de la haine anti-immigré-es et du racisme, même si elles sont elles-mêmes des femmes ou eux-mêmes des personnes de couleur⁹.

Les effets de la désinformation, des distractions technologiques et de la disparition de la mémoire sont également fortement impliqués dans la création du résultat dont nous avons été témoins lors des élections. Comment expliquer autrement le fait que la responsabilité de Trump dans la mort de plus de 400 000 personnes du fait du Covid sous son administration maladroite niant le Covid¹⁰ ses condamnations pour agression sexuelle et fraude, et sa violente tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 aient été oubliées ou louées par ses partisans ?

Trump et ses partisans sont-ils des fascistes ?

Bien que toutes celles et tous ceux qui ont voté pour Trump ne soient pas des fascistes, il est indéniable que le mouvement dans son ensemble vise des objectifs fascistes.

Dans une interview récente, Jason Stanley, professeur de philosophie et auteur de *How Fascism Works*¹¹ [«Comment fonctionne le fascisme»], affirme que ce qui fait de Trump un homme fort et un fasciste, c'est qu'il exige une loyauté absolue de ses employé-es, promeut le capitalisme de connivence et le nationalisme extrême, récompense les théocrates et prétend que tous les problèmes viennent des immigré-es, des marxistes et des socialistes.

Stanley souligne également que lorsque de fortes inégalités et un profond

mécontentement à l'égard du système frappent une société, un démagogue peut rediriger la colère vers les immigré-es et les socialistes. «Trump nous donne une structure fasciste européenne plus classique: le culte du chef¹².»

Robert Paxton, l'un des principaux historiens du fascisme, a également identifié Trump comme un fasciste et a déclaré que ce qui différencie Trump d'Hitler et de Mussolini, c'est sa base de masse plus forte¹³.

À gauche, on refuse cependant parfois d'identifier Trump comme un fasciste et ont préfère le qualifier de «bonapartiste». Si Trump était qualifié de fasciste, la gauche devrait alors former un front uni avec les démocrates pour lutter contre le fascisme et il y a ici où là, à gauche, des réticences à l'idée de former un tel front uni¹⁴.

Bien que Kamala Harris ait qualifié Trump de fasciste lorsqu'on lui a posé la question en octobre lors d'une réunion publique avec Anderson Cooper de CNN, les démocrates ne parlent pas d'organiser une résistance contre le fascisme. Ils espèrent toujours pouvoir utiliser le système législatif et judiciaire pour contester l'administration Trump à chaque étape, même si la Cour suprême, avec une majorité de juges républicains, a récemment accordé à Trump une immunité absolue. Le Sénat américain est désormais à majorité républicaine. La Chambre des représentants aura très probablement une majorité républicaine.

Que nous réserve l'avenir et quel type de résistance est nécessaire ?

Après l'entrée en fonction de l'administration Trump le 20 janvier, nous pouvons nous attendre à des arrestations immédiates d'immigré-es sans papiers pour tenir sa promesse de «déportations massives». Il est très douteux que cette administration puisse arrêter plus de 11 millions d'immigré-es sans papiers et les expulser, étant donné le coût,

9. In *These Times*, 6 novembre 2024; *The New York Times*, 9 novembre 2024.

10. Associated Press, 19 janvier 2021.

11. Jason Stanley, *How Fascism Works*, New York, Random, 2018.

12. Leila Fadel, «During the Campaign, Trump Promised to Be a Dictator but Only for a Day», National Public Radio, 8 novembre 2024.

13. *The New York Times*, 23 octobre 2024.

14. Bryan Palmer, «Is Fascism Coming to America?», *Socialist Project*, 3 novembre 2024.

les perturbations et les dommages que cela causera à l'économie américaine. Il est beaucoup plus probable que les immigrant·es arrêté·es seront placé·es dans les «camps géants» promis par Trump¹⁵ et que son administration tentera de les faire travailler en tant qu'ouvrier·es sous contrat ou de les envoyer dans d'autres pays pour quelles et ils soient utilisé·es comme esclaves. Peut-être tentera-t-il de les utiliser pour lancer un projet de construction massive de logements afin d'apaiser sa base fasciste et de calmer les inquiétudes concernant les dommages causés à l'économie.

Trump et ses allié·es ont également promis de s'en prendre à l'«ennemi intérieur» et de poursuivre, traîner dans les rues ou tuer les avocat·es, les juges, les dirigeant·es du Parti démocrate et même certain·es dirigeant·es du Parti républicain qui lui ont tenu tête et ont essayé de le rendre responsable de ses crimes. Il a l'intention de persécuter et de détruire les journalistes et les membres responsables des médias qui ont fait un travail héroïque en le dénonçant et en disant la vérité. Il s'en prendra aux socialistes et aux marxistes qu'il qualifie de «vermine».

Nous pouvons également nous attendre à la mise en œuvre du projet 2025, conçu par la Heritage Foundation, un groupe de réflexion républicain. Ce programme, exposé dans un document de 900 pages intitulé *Mandate for Leadership* («Un mandat pour le leadership»), prévoit de remodeler tous les départements du gouvernement selon les vues de l'extrême droite. Il remplace les fonctionnaires de carrière par des personnes nommées pour des raisons politiques, qui peuvent être embauchées ou licenciées selon la volonté du président. Il décime le système d'éducation publique, interdit l'avortement et les droits reproductifs, se débarrasse des réglementations relatives à la protection du climat, expulse tous les «contrevenant·es à la législation sur l'immigration» et bien plus encore.

En ce qui concerne la politique étrangère, Trump oblige déjà les Ukrainien·nes à se rendre à l'invasion impérialiste meurtrière de Poutine. Il conclut également des accords avec le gouvernement de Netanyahou et les

États arabes du Golfe sur l'avenir du peuple palestinien¹⁶.

Il est nécessaire que les progressistes sachent clairement quel type de front uni et de perspective est nécessaire pour créer un mouvement de résistance fort contre le fascisme de Trump. Les réseaux de millions de personnes qui se sont rassemblées pour voter pour Harris et Walz pendant la période préélectorale ont créé une large base de militants pro-démocratie, en particulier des jeunes, pour créer un tel mouvement. Des appels de masse impliquant jusqu'à 140 000 personnes ont eu lieu depuis le 5 novembre pour parler de la riposte.

Pour qu'un mouvement de résistance fort se forme, nous devons comprendre en profondeur pourquoi le capitalisme autoritaire, la misogynie et le racisme se développent à l'échelle mondiale, et pourquoi la lutte contre ces phénomènes va de pair avec la lutte contre la désinformation, la distraction et l'effacement de la mémoire. Nous devons être pleinement conscient·es des faits, de l'histoire, des idées émancipatrices et être capables d'argumenter de manière juste et convaincante. Cela nécessite des compétences en matière de pensée critique et une vision d'une alternative humaniste viable à l'inhumanité du capitalisme. J'encourage les lecteurs à explorer ma discussion sur ces sujets dans mon livre, *Socialist Feminism: A New Approach*¹⁷.

Frieda Afary est une militante féministe socialiste irano-américaine, traductrice et écrivaine. Elle est bibliothécaire à Los Angeles.

Source : *New Politics*, 11 novembre 2024 et *Socialist Feminism*.

15. *The New York Times*, 11 novembre 2023.

16. *The New York Times*, 9 novembre 2024.

17. Frieda Afary, *Socialist Feminism: A New Approach*, New York, Pluto Press, 2022.

La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme

Taki Manolakos

Donald Trump a obtenu un nouveau mandat avec 312 votes du collège électoral contre 226 pour Harris. L'élection s'est jouée dans une poignée d'États dits «pivots». Trump a remporté la Pennsylvanie en recueillant 50,5 % des voix !

Le Parti républicain détient 53 des 100 sièges au Sénat, et en a gagné quatre lors de cette élection. Le Sénat est important, car il a le pouvoir constitutionnel de nommer les juges fédéraux, y compris les juges de la Cour suprême, et la direction militaire. L'une des poursuites en justice contre Trump dans l'État de Floride a été jugée en sa faveur par un juge qu'il avait nommé. De fait, maintenant qu'il a remporté un second mandat, les autres poursuites seront très probablement rejetées, bien qu'il ait perdu un procès en diffamation. Parmi les autres poursuites, on note une accusation de subversion électorale dans l'État de Géorgie.

La chambre basse du parlement des États-Unis, la Chambre des représentants, sera contrôlée par le Parti républicain avec une majorité absolue de 219 sièges sur 435. Cette Chambre a le pouvoir de déposer des projets de loi et de mettre en accusation des fonctionnaires au fédéral.

Le paradoxe des initiatives électorales

Dans les États et les villes, de nombreuses initiatives électorales dignes d'intérêt ont été organisées lors de cette élection. Une initiative électorale est une procédure par laquelle un nombre déterminé de l'électorat peut proposer une loi, un amendement constitutionnel ou une ordonnance et imposer un vote populaire sur son adoption. Ces initiatives sont assez courantes aux États-Unis et constituent une méthode populaire de

contourner les législatures en passant par la voie de la démocratie directe.

Dans le climat politique actuel, une initiative électorale importante concernant le droit à l'avortement a été soumise à l'électorat. La Cour suprême des États-Unis a annulé le droit national à l'avortement en 2022, mais a décidé que les États seraient libres de faire adopter des mesures à cet égard. Des amendements constitutionnels visant à protéger ou à étendre le droit à l'avortement ont été adoptés dans sept des dix États où ils figuraient sur le bulletin de vote. Il est intéressant de noter que les États qui élisent régulièrement des législatures de droite ont choisi de soutenir des initiatives électorales, inscrivant le droit à l'avortement dans leur constitution (le Kansas est un exemple notable de 2022).

D'un autre côté, en Californie, une population censée être progressiste a rejeté une initiative de vote qui aurait interdit la servitude involontaire à titre de punition pour un crime. Là où j'habite, dans le Missouri, les initiatives allaient de l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution de l'État à l'augmentation du salaire minimum et au droit pour les travailleuses et travailleurs de bénéficier d'un congé de maladie rémunéré. Ces deux initiatives ont été approuvées et adoptées. Les résultats du vote sur les initiatives électorales illustrent le fait que la société américaine continue d'être traversée par d'intenses contradictions.

Les campagnes des partis

La question essentielle à laquelle la classe dirigeante américaine est confrontée aujourd'hui est de savoir ce qui remplacera le néolibéralisme, qui s'est maintenant effondré de manière décisive. Trump a effectivement proposé le néofascisme comme solution. Toute sa campagne a été guidée par une

profonde animosité à l'égard des populations migrantes. Pour ne citer qu'un exemple, lors du débat présidentiel, Trump a accusé la population d'origine haïtienne de Springfield (Ohio) de voler les chiens de compagnie de la population blanche et de les manger. Il n'a cessé d'accuser l'immigration d'être responsable d'une vague de criminalité nationale. La propagande de diabolisation des personnes migrantes a été intense tout au long de la campagne.

Trump a également promis d'imposer des droits de douane et d'utiliser cette source d'argent pour financer le gouvernement fédéral, ce qui a été fait pour la dernière fois au 19^e siècle, à l'époque de l'industrialisation. Il semble croire que les droits de douane permettront d'inverser le déclin du secteur manufacturier dans le pays. Plus important encore, il a promis d'utiliser l'appareil d'État pour éliminer l'«ennemi intérieur», c'est-à-dire toute son opposition politique, qu'il s'agisse de personnalités politiques de premier plan comme Nancy Pelosi ou de groupes situés à la gauche des démocrates.

Les démocrates n'ont pas apporté beaucoup de réponses à la question fondamentale de ce qui devrait remplacer le néolibéralisme. Sur le plan politique, ils ont tenté de dépeindre Trump comme une menace pour la démocratie, tout en hésitant à le qualifier de fasciste. Harris a proposé ce qu'elle a appelé une économie de l'opportunité, où chacun aurait la possibilité de devenir un.e capitaliste prospère, mais les détails n'étaient pas très clairs.

D'autre part, Harris a défendu les sionistes jusqu'au bout, se présentant comme une alliée solide d'Israël. Elle s'est ainsi aliéner une grande partie de l'électorat, car les sondages montrent depuis des mois que la population des États-Unis compatit au sort du peuple palestinien et souhaite que le génocide cesse. Une majorité de l'électorat d'Harris (77 %) et de Trump (51 %) déclarent qu'il est très important ou assez important que les États-Unis exigent un cessez-le-feu immédiat au Liban et à Gaza. Comme l'ont montré les mouvements de protestation sur les campus universitaires appelant à un cessez-le-feu à Gaza, 66 % des 18-29 ans ont déclaré qu'il était très important [d'exiger un cessez-le-feu immédiat].

Dans l'État crucial du Michigan, un des quelques États susceptibles de faire pencher la balance de l'élection et qui compte des dizaines de milliers de l'électorat arabo-américains, Bill Clinton a fait campagne pour Harris en prononçant un discours contenant des remarques racistes anti-arabes. Le Michigan est traditionnellement un bastion démocrate, avec une importante classe ouvrière industrielle (la ville de Detroit se trouve au Michigan), mais la désindustrialisation a changé la dynamique politique. Le résultat était prévisible, avec des marges aussi faibles; Harris a obtenu 48,3 % et Trump, 49,7 %. Une grande partie de la communauté arabo-américaine du Michigan a voté pour le Parti vert.

Dernier élément, Harris a défendu le droit de l'armée américaine de se lancer dans des aventures impériales en fonction des «intérêts de sécurité nationale». Dans le discours qu'elle a prononcé lors de la convention nationale du Parti démocrate à Chicago au cours de l'été, elle a fait l'éloge de la «létalité» de l'armée américaine. Dans les derniers jours de la course, elle s'est concentrée sur le recrutement de républicains anti-Trump en faisant appel à leur patriotisme. Or, cette orientation stratégique générale a échoué de manière spectaculaire.

Les autres partis

En dehors des partis démocrate et républicain, un écosystème alternatif dynamique existe, mais continue d'échouer à faire avancer la conversation au-delà du mode binaire défini par le duopole politique. Malheureusement, la loi électorale rend très difficile l'accès des partis politiques alternatifs au scrutin. En outre, les médias capitalistes ignorent ces options alternatives et, par conséquent, la grande majorité de l'électorat ne sait tout simplement pas qu'elles existent.

Les partis alternatifs ne sont pas autorisés à participer aux débats présidentiels. Lorsque des partis alternatifs sont évoqués dans les médias, ils sont généralement ridiculisés. Malgré ces difficultés considérables, trois partis alternatifs ont participé à l'élection. Jill Stein, du Parti vert, est arrivée en tête de ceux-ci, suivie de Claudia de La Cruz, du Parti pour le socialisme et la libération (PSL), et du professeur indépendant Cornel West.

Ces partis alternatifs ont, unanimement et sans ambiguïté, condamné le génocide

sioniste en Palestine, ont adopté une politique progressiste en matière de changement climatique et se sont généralement raliés à des politiques de bon sens qui auraient amélioré la condition de la classe ouvrière. Néanmoins, ces partis n'ont récolté qu'un faible pourcentage du total des voix exprimées (moins de 5 %).

Le sens à donner aux résultats

Quelle signification donner à ces résultats électoraux? Pour comprendre la tournure qu'ont pris les élections et la réapparition du phénomène Trump, il faut savoir que la classe ouvrière a globalement abandonné le Parti démocrate. L'alliance traditionnelle entre les syndicats et les démocrates remonte à la Grande Dépression et aux réformes du président Franklin D. Roosevelt, qui a adopté une législation consacrant le droit des syndicats à exister et leur conférant un ensemble de droits à faire valoir face à l'ensemble de la classe capitaliste. Tout un

dispositif institutionnel a été créé pour régir les relations entre le capital et le travail en faisant en sorte que soit favorisé ce dernier, qui a pris la forme du National Labor Review Board (NLRB).

Depuis lors, les syndicats ont servilement obéi aux diktats du parti, et cet arrangement politique s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui. Même des syndicats relativement progressistes comme le United Electrical Workers (UE) et l'International Longshore and Warehouse Workers (ILWU) ont soutenu Harris. Cette période de «compromis de classe» n'a cependant duré qu'un temps.

Le néolibéralisme a fait se déplacer le centre d'inertie du pouvoir vers la classe capitaliste. Par exemple, le taux de syndicalisation s'est considérablement érodé depuis le début du néolibéralisme. La proportion de travailleur-euses syndiqué.es a chuté depuis 1983 qui présentait un taux de syndicalisation de 20,1%. En 2023, il est seulement de 10%. Cette évolution fait partie intégrante



du projet néolibéral, qui a conduit à la «flexibilisation» du travail et à la précarité.

Une grande partie de la classe ouvrière cumule aujourd'hui plusieurs emplois, ne bénéficie pas d'avantages tels qu'un programme de retraite et ne peut pas se procurer les produits de première nécessité. Le coût du logement est devenu une question politique nationale, de nombreux travailleur-euses consacrant jusqu'à 50 % de leurs revenus au logement dans les grandes villes. Avoir des enfants est devenu trop cher et un luxe. J'ai documenté en détail les conditions de la classe ouvrière américaine sous l'administration Biden dans un article pour le magazine *Dollars and Sense*. Nombre de travailleur-euses, se rendant compte que les démocrates sont les principaux architectes de l'ordre néolibéral, ont donc décidé de soutenir les républicains. Le fait que Trump se considère comme un politicien antisystème n'est pas étranger à pareille décision.

La crise financière de 2008 et la pandémie de Covid ont conduit l'ordre néolibéral vers un déclin terminal. Des mouvements sociaux comme Occupy Wall Street et Black

Lives Matter ont accéléré ce déclin. Occupy Wall Street a notamment engendré une augmentation objective de la conscience de classe et une redécouverte du vocabulaire et de la pratique de la lutte des classes. En revanche, l'utilité du mouvement Black Lives Matter réside dans l'éducation et la sensibilisation des jeunes de la population blanche au racisme institutionnalisé et à la terreur policière en Amérique, ce qui n'était pas le cas lors du mouvement pour les droits civiques des années 1960.

L'ensemble du phénomène Trump est donc une réponse à cette situation difficile - le fascisme est toujours prêt, sous le capitalisme, à s'affirmer pour reproduire l'ordre capitaliste chaque fois que cela devient nécessaire. Mais nous devons attendre de voir jusqu'où Trump peut pousser son programme politique néofasciste.

Il ne fait guère de doute qu'il graciera ses ami-es et allié-es politiques au cours des cent premiers jours de son administration. Il ne fait guère de doute non plus qu'il rassemblera et expulsera des milliers d'immigré-es. Vous entendrez bientôt parler d'arrestations d'activistes et d'intellectuel-les, dans un climat de résurgence des tendances maccarthystes aux États-Unis. Reste à savoir jusqu'où tout cela ira. Sa capacité de mettre en œuvre un programme néofasciste dépendra de l'éventualité d'une mobilisation et d'une résistance de masse organisées. Ce n'est que si un nouveau sens commun révolutionnaire américain est construit et poussé jusqu'à sa conclusion logique par les masses que la menace sera vaincue.

Taki Manolakos est économiste et organisateur communautaire à Kansas City (Missouri). Il est membre de l'India Civil Watch International.

Source : *Le Journal des alternatives* (Québec). Traduction Johan Wallengren. Merci à Ronald Cameron du *Journal des alternatives* de son autorisation.



Naissance du postfascisme dans la Hongrie de Orbán

Gaspar Miklos Tamas

Propos recueillis par Dave Erik de la Reguera

19

C'est un sentiment étrange que de visiter Budapest ces jours-ci. Tout semble si calme, avec tous les touristes qui se promènent joyeusement dans le centre historique - alors que le gouvernement construit des clôtures contre les réfugiés aux frontières. Es-tu d'accord avec le sociologue Zygmunt Bauman lorsqu'il écrit que nous avons deux classes dans le monde d'aujourd'hui, ceux qui peuvent voyager librement et selon leur propre volonté, et ceux qui ne le peuvent pas, mais qui sont forcés de le faire - les « touristes » et les « vagabonds », comme il les appelle ?

Absolument. Pendant que cette tragédie se déroule, les touristes occidentaux se promènent, tous les cafés sont pleins, la musique joue... Comme je l'ai écrit dans un article récent, la même chose s'est produite en 1944. Quelque 600 Juifs venaient d'être emmenés à Auschwitz et dans les journaux de l'époque, tu pouvais lire des articles sur les premières des opérettes, les comédies musicales dans les cinémas et le championnat de football qui était en cours. Tout le monde s'amusait - alors que les marches de la mort traversaient la ville. Les gens prenaient leur journal, ouvraient les pages sportives et tout le monde s'en fichait. C'est la même chose aujourd'hui. Tout le monde s'en fiche.

Bien sûr, quand la gare de Keleti a été occupée, c'était désagréable, parce que les gens ne pouvaient pas voyager... Mais maintenant, tout est rentré dans l'ordre. Les trains circulent à nouveau jusqu'à Vienne. M. Orbán a gagné.

Penses-tu vraiment que M. Orbán a gagné ?

Oui. Son point de vue est silencieusement accepté, même par les puissances d'Europe occidentale. Après tout, les clôtures sont

partout et les flux de migrants sont stoppés. Et il n'a jamais été aussi populaire qu'aujourd'hui. Je viens de lire un sondage d'opinion hier : 88 % des lecteurs du journal français Le Figaro soutenaient la Hongrie quand elle construit des clôtures à ses frontières. Ok, je sais que c'est un journal conservateur, mais quand même...

Penses-tu que Viktor Orbán défie consciemment le statu quo libéral en Europe ?

Il pisse sur le statu quo libéral. Il vient d'annoncer ce matin que le libéralisme est suicidaire, que c'est un grand ennemi de l'Europe et qu'il faut l'arrêter. Dans un discours publié il y a deux jours, il a proposé la grande solution pour la jeunesse hongroise : « Le nationalisme de tous les jours » - 24 heures sur 24.

Dans les écoles, en particulier ?

Partout dans la vie. Il doit imprégner nos vies. Et c'est le cas !

Le nationalisme, en tant qu'idéologie, n'est pas nouveau en Hongrie, bien sûr. Il existe depuis au moins la fin du 19^e siècle... Mais c'est bien pire. Le nationalisme hongrois de la fin du 19^e siècle était un nationalisme civil qui visait à l'assimilation des étrangers. L'ancienne Hongrie était ethniquement très mélangée et seulement 45 % environ de la population était composée de Hongrois de souche. La majorité d'entre eux étaient assimilés et la plupart étaient bien accueillis s'ils se déclaraient patriotes hongrois. C'était le nationalisme à l'ancienne, le nationalisme civil, le roi et la patrie, l'Église, l'État, l'armée, ce genre de choses. Aujourd'hui, ce n'est plus ça, c'est de l'ethnisme où seule la pureté ethnique et raciale, la majorité blanche, aryenne, hétérosexuelle et

masculine forme la nation. C'est donc beaucoup plus méchant.

Tu as écrit sur ce que tu appelles le « post-fascisme ». Penses-tu toujours que ce concept soit utile pour comprendre ce que nous voyons en Europe aujourd'hui ?

J'ai eu raison, malheureusement. Alors oui, ce que nous avons [en Hongrie], c'est le post-fascisme. Il a tous les atouts démocratiques, il n'y a pas besoin d'une dictature formelle. Nous avons un monde médiatique minoritaire, où les gens comme moi peuvent parler sans conséquence pour eux - parce que cela ne touche pas plus de 5 à 10 % de la population. La plupart des habitants de Budapest ne savent même pas que la gauche existe. Je suis connu en raison de mon rôle politique au cours des cinquante-cinq dernières années, mais ma notoriété, je ne la dois qu'à mon passé. Les gens savent vaguement que je suis contre tout cela, alors on m'arrête aux arrêts de bus et aux gares pour me demander ce que je pense. Ils ne lisent pas mes articles et n'entendent pas mes interviews à la radio alors la plupart des gens me parlent comme si mon point de vue était inconnu.

Parlons de la gauche. Le mouvement ouvrier a souvent été en conflit avec le nationalisme et ses idées.

Oui, cela a toujours été le plus grand problème du mouvement ouvrier. Il suffit de penser à août 1914. Le plus grand ennemi de la gauche et du socialisme a toujours été le nationalisme. Et le racisme, l'ethnicisme, le sexisme, toutes les différenciations qui tentent de supplanter et de cacher le conflit de classe. Ce n'est pas nouveau. [...]

Mais cette nouvelle vague de nationalisme que nous observons en Europe et dans d'autres parties du monde est plutôt forte. Quelles en sont les raisons et qu'est-ce qui pourrait l'arrêter ?

Depuis 1989, l'effondrement de la gauche et la marche de la social-démocratie vers la droite, il n'y a pas de véritable force que l'on puisse qualifier d'internationaliste et qui adopterait l'égalité des classes, une société sans classe, comme une idée. Cette idée n'existe plus. Mais il faudra la reconstruire.

Parce que tu vois, la révolution de la bourgeoisie a commencé en 1642 avec la révolution anglaise et toutes les revendications des Lumières, les libertés civiles sont encore un projet inachevé. Les Lumières sont encore inachevées, sans parler du socialisme. Nous n'en sommes qu'au début de cette histoire. Je n'en verrai pas la fin et toi non plus, bien que tu sois beaucoup plus jeune que moi. Mais évidemment, je pense que le moment est venu d'entonner ces principes

- Si nous pensons vraiment que les humains sont égaux, nous devons lutter contre toutes sortes de discriminations et d'inégalités qu'il s'agisse de la classe, de la race, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la religion, de la profession, de l'âge... La meilleure façon de le faire est de comprendre que les États-nations, les pratiques politiques qui reposent sur le pouvoir de l'élite économique et des minorités dominantes, blanches pour la plupart, devront être changés pour parvenir à la liberté et à l'égalité.

C'est une vieille tâche, mais elle n'a pas changé, car nous voyons maintenant les résultats de ce que même les États dits libéraux peuvent réaliser. La crise des réfugiés te montre que même les États-nations libéraux qui coopèrent sont absolument incapables de résoudre une situation comme celle-ci. La Hongrie, elle, ne veut pas. Cette indifférence inhumaine à l'égard de populations considérées comme arbitrairement étrangères et « barbares » n'a aucune conséquence, car leur valeur humaine n'est pas considérée comme égale à la nôtre.

Dans les médias d'Europe de l'Est, cela est dit absolument ouvertement. Bien sûr, il y a des différences entre les pays, certains sont plus tolérants et d'autres moins, mais les problèmes sont similaires.

Sommes-nous en train d'assister à ce que l'on pourrait appeler une normalisation du nationalisme dans les médias de certains pays européens ?

Cela s'est produit à de nombreuses reprises. Cela s'est produit avant la guerre. Et je me souviens encore de la presse «jaune» allemande des années 1970, qui tonnait contre les travailleurs invités. Moi-même, je suis d'une minorité hongroise qui a grandi en Transylvanie en Roumanie, où je faisais

partie du groupe cible du chauvinisme de Ceaucescu.

Alors je veux dire, qu'est-ce qu'il y a de nouveau!!! Ça ne me paraît pas spécialement original. Intellectuellement, c'est ennuyeux. Moralement, c'est intolérable. Mais ce n'est pas nouveau. Bien sûr, après 1989, avec la chute du mur puis la disparition de l'Union soviétique, les gens espéraient que les choses iraient mieux. Mais c'était une illusion. Il y a eu quelques améliorations, bien sûr, mais elles sont limitées.

Tu es toi-même un peu désabusé, si j'ai bien compris.

Eh bien, c'est très peu dire. Je suis... amer. [rires]. J'ai eu la trajectoire habituelle des dissidents, de gauche à droite. Mais dans mon cas, je suis revenu à gauche, donc ma vie est comme un boomerang - de gauche à droite et inversement. [rires]

Écoute, il y a deux cas - la Grèce et la crise des migrants - qui te montrent tous les deux qu'il n'y a pas d'égalité entre les nations. La brutalité avec laquelle la politique de Syriza a été réprimée par l'Union européenne et celle de nombreux pays européens (pas tous) vis-à-vis des réfugiés te montrent très bien la situation: le pouvoir est géographiquement situé dans les pays riches.

Et même les pays les plus pauvres comme la Hongrie peuvent montrer où réside le vrai pouvoir: dans les forces armées. Ce sont les armes, ce sont les matraques, ce sont les bâtons, ce sont les gaz lacrymogènes, ce sont les canons à eau. L'État a toujours le pouvoir de contraindre les personnes récalcitrantes, en particulier les non-citoyens, tandis que les traités internationaux et les droits de l'homme sont jetés par la fenêtre en 24 heures, sans la moindre protestation de la part de la population. Rien. La Hongrie est silencieuse.

Pourquoi?

Parce que les gens n'en ont rien à foutre. Voilà pourquoi. Parce qu'ils ont toujours pensé que les droits de l'homme étaient une imposture, un mensonge et une arme entre les mains de, tu sais, les populations «de couleur». Gitans ou migrants, c'est la même chose pour eux. Et bien sûr, c'est une cabale internationale aux mains de la juiverie internationale... «C'est les Juifs»... Encore une



fois, quoi de neuf? «Le libéralisme est juif», «les droits de l'homme sont juifs», «le socialisme est juif»... c'est ce qu'ils disent.

Parle-moi de cet antisémitisme hongrois.

Mon Dieu, c'est la chose la plus importante! Idéologiquement, il définit les choses. C'est le modèle, le fondement intellectuel. L'antisémitisme est la structure, et on peut l'appliquer aux Arabes ou aux musulmans, sans le moindre tremblement.

Mais plus précisément, peux-tu parler de l'idéologie du parti au pouvoir, le Fidesz? Comment définirais-tu l'idéologie d'Orban?

Le parti de Viktor Orbán est qualifié de populiste dans la presse occidentale. Ce n'est pas du tout le cas. C'est un parti élitiste, un parti de l'appareil d'État. Il n'a pas d'adhérents et ne mobilise pas la population comme le font les partis populistes. C'est un parti d'administrateurs, et d'une manière très moderne, il convainc ses partisans par le biais des médias, qui sont gérés de manière très experte par le gouvernement. C'est un parti de droite traditionnel, avec une politique économique néolibérale antisociale; nous avons un impôt à taux unique et il n'y a pas d'allocations de chômage en Hongrie; zéro!

Il a réussi à le faire parce que le problème social est présenté comme un problème ethnique. Les pauvres, ce sont les Roms - ce

qui n'est pas vrai, parmi les 3 à 4 millions de personnes qui font partie de la partie la plus pauvre de la population, environ 10 % sont des Roms. Les autres ne le sont pas.

Mais c'est pourtant ainsi qu'il est présenté. La plupart des critiques sont centrées sur les questions de lutte contre la discrimination et les droits de l'homme et met également l'accent sur l'aspect ethnique. Le problème social en tant que tel n'est donc pas du tout abordé par l'opinion publique.

C'est pourquoi l'État est très fort. Il n'y a pas beaucoup de dépenses sociales. L'état policier est renforcé et tout cela est motivé par une xénophobie universelle. Tu sais, «nos voisins de l'Est et du Sud sont nos ennemis, parce qu'ils nous ont pris nos territoires» et «les Occidentaux sont des ennemis étrangers parce qu'ils veulent nous imposer leur idéologie libérale pourrie et satanique et veulent que nous soyons gays», et tu sais, «le métissage de la race hongroise», tout comme dans les bonnes vieilles années 1930.

Nous avons une Constitution très autoritaire et un contrôle très serré de l'administration publique sur tous les domaines de la vie culturelle. Il n'y a pas d'autonomie des universités, etc. Il y a cette politique de panique morale, qui implique que nous soyons attaqués par les États-Unis, par les communistes, par les Juifs, par les Arabes, par les Roumains, par les Serbes. Tout le monde est contre nous, une position xénophobe classique. Et elle a beaucoup de succès.

Si tu compares Orbán et le Fidesz (parti fondé par Orbán) à l'extrême droite du Jobbik (parti de droite) quelles sont les principales différences ?

Eh bien, de nos jours, il s'agit surtout de différences générationnelles. Et il y a quelques différences sociales, par exemple la vieille classe moyenne catholique ne votera pas pour Jobbik. Mais les jeunes le font. Le Jobbik est très populaire dans les universités. Et la propagande officielle dit que le Jobbik est «le parti des pauvres qui ont peur des Roms» - ce qui est absolument faux. Les électeurs du Jobbik sont plus riches et mieux éduqués que les électeurs de n'importe quel autre parti. C'est un bon vieux parti fasciste bourgeois.

En Suède, le mouvement ouvrier mène d'intenses discussions sur la manière de gérer la popularité croissante des Démocrates de Suède (parti d'extrême droite suédois). Qu'en est-il des syndicats ici en Hongrie ? Que disent-ils ?

Ils n'existent pas. Ou seulement de façon symbolique. Il n'y a environ que 30 000 personnes qui sont membres actifs d'un syndicat, principalement dans le secteur public.

Et certains d'entre eux sont alliés au Fidesz ?

Certains d'entre eux. Mais de toute façon, ils n'ont pas de membres à proprement parlé. Ils jouent un certain rôle politique, mais aucun rôle dans l'entreprise ou l'usine. Il n'y a pas de grèves en Hongrie, pas de manifestations de travailleurs. De plus, dans le nouveau Code du travail, la grève est pratiquement interdite.

Est-ce dû à l'histoire, à l'héritage des années communistes ?

Non, d'autres pays d'Europe de l'Est ont des syndicats puissants. C'est tout à fait spécifique à la Hongrie.

Alors pourquoi en est-il ainsi en Hongrie ?

Pour de nombreuses raisons. L'une des raisons est que la libéralisation de l'économie a commencé au début des années 1980 au moment où le système s'est effondré, les forces de l'ancien régime étaient mortes. Ainsi, au cours de la première décennie qui a suivi 1989, le gouvernement était tellement libéral que le capitalisme ici était presque comme une religion.

Il y avait un fort sentiment contre l'État, contre les syndicats et la redistribution comme arme de renforcement de l'État. Le Tea Party n'est qu'une pâle ombre du libéralisme est-européen qui est beaucoup plus individualiste et libertaire.

Le problème des gouvernements de droite, où qu'ils soient, est de savoir comment créer une unité nationale lorsque l'intérêt de la majorité va à l'encontre de leur politique.

Bien que l'ethnicisme autoritaire du parti Fidesz ait été une réaction à cette situation des années 1980, certains des résultats de ces années sont restés. L'épuisement et l'affaiblissement de la société civile en général.

Nous n'avons donc pas de syndicats à proprement parler mais d'un autre côté la Hongrie est une société moderne et laïque où les églises sont également très faibles.

Le capitalisme a deux types d'ennemis : de gauche, le mouvement ouvrier et de droite, l'alliance du trône et de l'autel. Et nous n'avons ni l'un ni l'autre. J'ai écrit un essai intitulé «Le capitalisme pur et simple». Le capitalisme est-européen est le plus pur, il n'a pas de concurrents, ni du passé ni de l'avenir, ni de gauche ni de droite. Il n'y a donc aucun contre-pouvoir d'aucune sorte.

Un libéral dirait qu'Orbán et son régime devraient être un problème pour un capitaliste avec son État fort et son idéologie nationaliste. Mais ce n'est pas le cas ! Ce sont des capitalistes modèles. Regarde, M. Orbán est plusieurs fois milliardaire, il est à la tête d'un vaste empire dirigé par les membres de sa famille et ses larbins, dans la construction, l'agro-industrie, l'exploitation minière... Il a tout un comté qui lui appartient, à lui et à sa famille. En réalité, il est donc très favorable au capitalisme. Les grandes entreprises occidentales jouissent ici de faveurs fantastiques. Malgré toute la propagande, Mercedes est la bienvenue, BMW est la bienvenue, tous les investisseurs sont les bienvenus et ils ne paient pratiquement pas d'impôts.

En même temps, Orbán «nationalise» le secteur de l'énergie, ce qui signifie qu'il devient une partie de son empire oligarchique parce qu'il est impossible de faire la différence entre l'État et les oligarques. L'État a été détourné. Ce que nous avons ce n'est pas une nationalisation, mais une privatisation limitée de l'État qui appartient désormais à des groupes d'intérêts informels et qui est géré selon les principes de la gestion autoritaire. Le gouvernement d'aujourd'hui ressemble plus à la gestion d'une entreprise qu'à quoi que ce soit d'autre.

Pourquoi Orbán est-il toléré et pourquoi Tsipras ne l'était-il pas ? Parce que la Hongrie paie ses dettes et respecte les règles. À l'exception de la terre, bien sûr - ils ne permettront pas aux étrangers d'acheter des terres, parce que cela appartient au peuple du parti. Pourquoi ? À cause des subventions de l'Union européenne qui vont avec. Ils vivent de l'Union européenne, alors qu'en même temps, ils parlent contre elle sur le plan politique.

Si nous revenons aux syndicats : quel rôle penses-tu que les syndicats pourraient jouer dans un pays comme la Suède, s'ils veulent éviter que ce genre de parti n'arrive au pouvoir ? Ils doivent être plus militants, plus combatifs et plus attentifs aux dangers. Il n'y a jamais eu de racisme et de chauvinisme favorables à la classe ouvrière. Nulle part et jamais. L'extrême droite peut donc vociférer qu'elle représente «les gens ordinaires, l'homme du commun, blablabla» - mais c'est aussi ce que disait Hitler. Et était-ce favorable à la classe ouvrière allemande ? Bien sûr, Hitler a mis fin au chômage. Mais au prix du déclenchement de la guerre.

Le problème des gouvernements de droite, où qu'ils soient, est de savoir comment créer une unité nationale lorsque l'intérêt de la majorité est contraire à leur politique. Comment convaincre la majorité de voter contre ses propres intérêts ? Et ce problème est toujours résolu par des versions de nationalisme et de racisme.

Dans le passé, des politiques impériales, comme en Grande-Bretagne, ont été sauvées d'une révolution ouvrière en exportant le surplus de population en Australie, en Amérique, au Canada, en Nouvelle-Zélande, dans les armées impériales en Afrique... afin que la modernisation et la mécanisation puissent avoir lieu.

Pour cela, tu as besoin d'une idéologie très forte et d'une forte peur de l'étranger parmi les pauvres, afin de cimenter l'unité nationale et l'identité nationale. L'intérêt de classe va donc bien sûr à l'encontre de tout cela. Et oui, ce serait dans l'intérêt de la classe



ouvrière, bien sûr, s'il y avait une gauche assez forte pour imposer la politique mondiale.

Tu as parlé de la nécessité d'une nouvelle citoyenneté universelle. Que veux-tu dire par là ?

Eh bien, c'est l'idée originelle de la citoyenneté. L'idée kantienne de la citoyenneté.

Mais n'avons-nous pas besoin d'institutions au niveau mondial, dans ce cas ? Comment allons-nous y arriver ?

Il faut de la politique pour y arriver. Tu as besoin de mouvements très forts qui vont effectivement réaliser que la citoyenneté est soit une condition universelle - qui englobe tous les gens avec un pouvoir politique et des droits politiques égaux - soit un privilège. Cela va exactement à l'encontre de ce qui s'est passé partout dans le monde ces dernières années.

Les clôtures à la frontière entre la Hongrie et la Serbie, entre la Hongrie et la Croatie ne sont pas les seules clôtures. Il y a des clôtures à Gaza, il y a des clôtures entre les États-Unis et le Mexique, etc. Ils veulent séparer les privilégiés, les nations riches des pauvres et les Blancs des «Noirs». Et c'est ce que nous ne devons pas permettre.

- Ceux qui s'opposent à cette évolution sont une minorité. Mais nous avons déjà été une minorité auparavant.

Quand les gens aident les migrants aujourd'hui, en leur donnant de la nourriture, des vêtements et ainsi de suite, cela peut-il être interprété comme des actions politiques ?

Pas vraiment. Enfin, en partie, mais en très petite partie. Ici, en Hongrie, il s'agissait surtout de bonnes personnes qui ne pouvaient pas tolérer la souffrance évidente des gens dans leur propre ville. Mais ont-ils protesté lorsque ces personnes ont été expulsées du pays ? Non.

«Traitez-les bien lorsqu'ils sont temporairement ici». C'est ce que ces gentils libéraux ont dit. Personne n'a dit - enfin sauf moi - qu'au moins certains d'entre eux devraient être accueillis. Pas tolérés, mais invités à rester. C'est un petit pays, certes, mais quelques dizaines de milliers auraient été

parfaitement envisageables. Mais c'est tellement éloigné de l'opinion publique que je n'ai même pas été attaqué quand je l'ai dit. Cela a semblé tout simplement absurde. Les rêveries d'un penseur.

À l'heure où nous parlons, des négociations sont en cours au sujet d'un nouveau système de quotas pour l'accueil des réfugiés dans l'UE. La Hongrie a adopté une position extrême dans ces négociations, refusant d'accepter les quotas, et quand j'écoute Orban, je suis frappé de voir qu'il parle avec ce qui semble être un fort pathos idéologique.

Mais il y croit aussi très profondément. C'est un raciste. C'est très simple. Il est contre le mélange avec d'autres races. Il a déclaré que «nous avons suffisamment de problèmes avec les Roms ici», assimilant les citoyens hongrois ayant une couleur de peau différente à celle des migrants.

D'où vient ce racisme ?

En fait, tu peux remarquer que les pays d'Europe centrale, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne et l'Autriche, sont beaucoup plus méchants que les pays d'Europe de l'Est (Serbes, Roumains, Croates, etc.). C'est la tradition Habsbourg de la suprématie occidentale et ce genre de choses.

Peux-tu développer ce point ?

L'empire des Habsbourg tenait par le mépris et la haine des grandes nations orthodoxes - les Serbes, les Roumains, les Russes (surtout les Russes, bien sûr) et des Byzantins. C'était cette sorte d'orgueil, un catholicisme réactionnaire. Et il fallait maintenir ensemble tout cet empire. Et c'est toujours le cas.

La droite est en marche. Et je pense que la crise des réfugiés aboutira à une Europe beaucoup plus méchante que celle que nous avons il y a un an.

Regarde le cas grec ! C'est comme si la presse allemande et autrichienne avait redécouvert ces idées de *nicht-staat-haben* - les peuples qui sont incapables de s'organiser en État (comme les chrétiens d'Orient et ainsi de suite, et les nations villes du Sud qui aiment la tyrannie).

Ces vieux clivages réapparaissent. Même la presse libérale hongroise est

anti-roumaine, anti-serbe, anti-russe. Dans le principal journal libéral - anti-Orban - il y avait un titre sur la Grèce qui disait «Une nation d'escrocs». C'est un de mes amis qui l'a écrit, soit dit en passant. Ou un ancien ami, devrais-je dire.

À ce propos, tu connais aussi Orban, n'est-ce pas ?

Je le connaissais. Je l'ai bien connu.

Quelle est donc ton impression sur lui en tant qu'individu ?

En 1988-1989, la mode était au libéralisme, il l'était aussi. Mais dès le début des années 1990, il s'orienta vers la droite.

Quand a-t-il découvert le nationalisme ?

1991. Il y avait à l'époque un grand conflit entre les conservateurs et les libéraux, et en 1994, les libéraux et les socialistes ont formé une alliance. Et à partir de là, on trace le clivage très profond entre la gauche et la droite en Hongrie. Il savait très bien qu'il ne pouvait pas devenir le leader de la gauche, parce qu'il y avait une élite de gauche et libérale qui était forte et pleine de gens. La droite n'avait pas de talents politiques, mais lui était un grand talent politique - même à l'époque, c'était clair.

Et puis, c'est un homme d'une grande agressivité et d'un goût prononcé pour le pouvoir. Mais il n'est dompté par aucun élément idéologique. Il est très ouvert, il n'a pas peur d'être un homme de pouvoir, il dit que le pouvoir est en fait «la guérison des blessures de la nation». Il dit que nous avons été affaiblis par les idéologies humanistes et que nous avons besoin d'être puissants. Et le pouvoir est dévolu à l'État, et l'État est dévolu à lui.

Il a tous les atouts d'un dictateur, mais il n'a pas besoin de la dictature littérale. Il est très brutal, très rusé et très doué. C'est un grand politicien et il restera dans l'histoire.

Michael Mann (sociologue britano-américain, professeur émérite de l'Université de Californie à Los Angeles) a une définition du fascisme avec cinq critères. Il n'y a pas encore de paramilitaires ici, mais à quel point la Hongrie est-elle proche du fascisme, selon toi ?

C'est un système plus proche de celui de Salazar ou de Franco, et des quasi para-fascismes catholiques. Comme Dollfuss. Ce type [Orban] n'est pas du tout hitlérien. C'est un système conservateur, semi-fasciste.

Nous avons aussi le corporatisme: si tu veux être enseignant, tu dois être membre de l'organisation nationale des enseignants avec son propre code moral sinon, tu ne peux pas enseigner à l'école. Tu dois être membre d'une organisation politique dirigée par le gouvernement. C'est la même chose pour le service de santé.

Mais c'est aussi un problème, car en même temps, les gens sont apolitiques, et ils n'aiment pas adhérer à des partis ou à des organisations très soudées. C'est comme le Portugal de Salazar, l'Autriche de Dollfuss ou l'Italie de Mussolini. Ce n'est donc pas un système fasciste dans le sens où il mobiliserait la population au contraire il la démobilise. Ce n'est pas du tout un système totalitaire du 20^e siècle.

La continuité historique est établie avec les régimes d'avant 1945. Tu vois des statues de personnages qui ont été condamnés comme criminels de guerre à la fin des années 1940. Beaucoup s'identifient à l'armée hongroise qui s'est battue aux côtés d'Hitler, lors de croisades anticommunistes contre la Russie bolchevique. La Hongrie est le seul pays d'Europe qui considère mai 1945 comme une défaite. «Nous avons perdu la guerre.»

Il y a quelques années, j'ai publié un article qui s'intitulait «La dernière puissance de l'axe». Nous sommes la dernière puissance de l'axe. Et la résistance est considérée comme une cabale juive-communiste. Leurs héros n'ont pas de rues à leur nom, toutes les plaques commémoratives ont été détruites. Tout est très clair.

Et qu'en est-il de l'opposition ?

Ha-ha.

Mais il doit y avoir au moins des poches de résistance ?

Des petits groupes informels. C'est comme la vieille église chrétienne des catacombes, tu sais, nous nous réunissons dans des petits bars, dans des clubs délabrés,

nous avons nos sites Internet qui sont plutôt sympas...

Les médias sociaux ont-ils aidé la situation d'une manière ou d'une autre? - Ils ont aidé les fascistes, oui. Les médias sociaux sont utilisés de façon fantastique par l'extrême droite. Ils sont dominés par eux.

Si nous regardons l'Europe, quels sont les courants qui dominent en ce moment, selon toi?

Vous avez d'une part l'ethnicisme pur et dur, qui est un courant d'opinion publique qui influence les forces politiques. Il y a aussi le courant classique de la droite conservatrice à néolibérale qui essaie de concilier le capitalisme avec certains droits libéraux et une certaine forme de décence - le type Merkel. Et il y a une gauche sur la défensive.

De plus, en Allemagne et en Autriche, il y a de grandes coalitions, ce qui conduit à une situation dans ces deux pays cruciaux - pour nous, en tout cas - où il n'y a pas de gauche! Elle est assimilée au centre-droit.

Une gauche militante n'existe que dans la minorité. On dit de Jeremy Corbyn qu'il est le leader d'une forte minorité. Mais c'est aussi ce qu'il est, une minorité. Et puis, bien sûr, nous avons les pays scandinaves où la social-démocratie est encore la force avec laquelle il faut compter, et non une éternelle minorité.

La question n'est pas le fédéralisme ou non, mais: avons-nous un modèle unitaire de justice sociale?

La droite est en marche. Et je pense que la crise des réfugiés donnera lieu à une Europe beaucoup plus méchante que celle que nous avions il y a un an. C'est déjà le cas.

Je suis allé à la gare de Keleti lorsque les trains ont été arrêtés par les autorités à cause des immigrés, et j'ai rencontré des groupes d'Allemands et d'Autrichiens qui voulaient se rendre à Vienne. Ils étaient bien sûr bouleversés. Je parle allemand, alors je leur ai demandé ce qu'ils pensaient de la situation. Et là, ils ont dit quelque chose qui me semble être le symbole de notre époque. «Nous avons des billets et eux n'en ont pas. Et nous ne pouvons pas voyager. C'est une honte! Les gens qui ont des billets devraient voyager, et ceux qui n'en ont pas ne devraient pas.»

Cela devrait peut-être être le nouveau slogan de l'Europe: Les gens qui ont des billets, et les gens qui n'en ont pas...

Si nous changeons de perspective pour les réfugiés. Lorsqu'ils refusent d'accepter ces frontières et ces clôtures et qu'ils continuent d'avancer, voyez-vous cela comme un acte politique, d'une certaine manière?

Un peu, oui. Ils réalisent instinctivement qu'ils ont des droits indépendants de la citoyenneté. Et c'est très important. Très important! Et à mon avis, ils ont raison sur ce point.

Soit les droits sont universels, soit ils ne sont pas des droits. Parce que les droits qui ne sont pas universels s'appellent des privilèges. Il y a une différence. Pour s'en rendre compte, il n'est pas nécessaire d'être marxiste. Il suffit d'être kantien. C'est absolument honteux de voir comment les gens pensent aux droits en termes de privilèges.

Comment pourrions-nous créer une Union européenne qui considère les droits comme universels?

Eh bien, pour commencer, ils devraient étendre l'Union européenne à tous les pays européens. Ce serait un début, n'est-ce pas? Et puis essayer d'avoir une fiscalité et une politique sociale communes qui réduiraient les inégalités entre les pays. Ce n'est pas inconcevable, si vous le voulez.

Ce serait un début. Et ensuite, on pourrait l'étendre, au moins aux pays méditerranéens. Cela signifierait étendre nos privilèges à des personnes moins privilégiées, et étendre considérablement la portée de ce que l'on pourrait appeler une social-démocratie tolérante. Oui, ce serait quelque chose. Mais nous en sommes très loin aujourd'hui.

Serait-il utile que l'Union européenne ressemble davantage à un État fédéraliste?

Si vous avez un État fédéraliste égoïste en Europe, qui ne représente que les intérêts des riches et des puissants, nous ne faisons pas un pas en avant. Tu peux avoir une union sociale forte sans centralisation bureaucratique. Il existe de nombreux modèles, tous seraient réalisables. Mais il est vraiment inutile de parler d'utopie, car il n'y a aucune réalité à cela.

La question n'est pas le fédéralisme ou non, mais: avons-nous un modèle unitaire de justice sociale? La façon dont cela s'organise est un problème secondaire. Donc non, je ne suis pas forcément fédéraliste. Dans les circonstances actuelles, cela ne signifierait qu'un pouvoir accru pour les riches, et ce n'est pas dans notre intérêt.

La philosophe turco-américaine Seyla Benhabib soutient que l'Europe (et le monde) devrait évoluer vers un système de «frontières poreuses», un argument qui a eu un certain impact, en particulier dans le milieu universitaire. Que penses-tu de ses idées?

Eh bien, je suis un peu impatient. Car où sont les forces politiques qui veulent imposer cela? Je pense que nous devons tous devenir plus politiques. Et ce dont nous avons besoin, bien sûr, c'est d'une organisation. C'est là que réside le pouvoir.

27

En Suède, on voit beaucoup de gens qui aident les réfugiés en ce moment, et j'ai l'impression que quelque chose est en train de grandir là-bas, peut-être une sorte d'embryon d'un nouveau mouvement politique. Es-tu d'accord?

Oui, il y a un changement d'humeur, et il y a une partie de la société - pas seulement les jeunes, mais surtout (je ne suis pas jeune par exemple) - qui ressent vraiment le besoin d'agir.

Mais c'est aussi un problème, car en même temps, les gens sont apolitiques, et ils n'aiment pas adhérer à des partis ou à des organisations très soudées. Il y a donc toutes sortes de difficultés à venir.

Gáspár Miklós Tamás (1948-2023) était l'un des intellectuels hongrois les plus en vue et une voix politique importante en Europe. Philosophe de formation et auteur de nombreux livres et articles, il a été l'un des principaux dissidents des années 1980. Cet entretien recueilli par Erik de la Reguera a été publié en septembre 2015 sur le site suédois *Arbetet Global*.

Source : *Arbetet Global*, 26 septembre 2015. Communiqué par P. C. et partiellement adapté par M. L.



Poutine mène une guerre culturelle contre le peuple russe

Ilya Budraitskis

Propos recueillis par Daniel Moura Borges

Comment le Mouvement socialiste russe a-t-il fait face à son étiquetage comme «agent extérieur» et à la répression dont il a fait l'objet de la part du régime de Poutine ?

La situation au sein de l'organisation était assez compliquée avant même qu'elle ne soit étiquetée comme «agent de l'étranger», car beaucoup de ses principaux militants avaient quitté le pays. Aujourd'hui, ces personnes se trouvent en Allemagne, en France et dans d'autres pays encore. Avec cette étiquette d'«agent étranger», il n'est pas possible de maintenir une quelconque communication politique. C'est pourquoi, après avoir été qualifiés ainsi, nous avons publié une déclaration disant que nous avions dissous l'organisation.

Vous avez dit que vous considérez cette qualification d'«agent étranger» comme un médaille d'honneur. Que faut-il entendre par là ?

Lorsque cette loi a été adoptée il y a une dizaine d'années, le principal argument sous-jacent était le suivant: «Nous sommes contre l'ingérence étrangère dans la politique russe.» Toute personne ayant reçu une aide financière de l'étranger a été qualifiée d'«agent étranger». Entre-temps, la loi a été prorogée. Aujourd'hui, lorsqu'ils donnent un motif pour cette qualification, c'est: «Ces personnes diffusent de fausses informations sur les actions de l'armée russe». En effet, il ne s'agit pas d'une attitude patriotique. Ainsi, derrière cet étiquetage, on trouve la volonté [du régime de Poutine] de détruire notre groupe politique parce qu'il a un programme clairement antiguerre. Alors oui, nous en sommes fiers.

C'est une pratique à laquelle les gouvernements d'extrême droite ont de plus en

plus recours. Orbán a également commencé à harceler les médias qu'il qualifie d'«agents extérieurs».

Oui, et la Russie montre très bien jusqu'où ce type de législation peut aller. Aujourd'hui, quelqu'un peut être qualifié d'«agent extérieur» même s'il ne bénéficie d'aucune aide financière. Ils peuvent dire que cette personne diffuse des idées d'origine étrangère qui s'éloignent d'une véritable ligne patriotique.

«Si nous voulons comprendre l'extrême droite du 21^e siècle, nous devons regarder la Russie»

Dans ce contexte de persécution, comment le mouvement antiguerre s'organise-t-il en Russie ?

En Russie, il y a une censure très pesante et une pression policière très forte sur tout type de déclaration antiguerre. Par conséquent, toute expression publique d'une position antiguerre peut conduire à une arrestation immédiate. Il est impossible de distribuer des tracts ou d'organiser des piquets. Cela ne peut se faire qu'indirectement. Par exemple, l'année dernière, nous avons vu se développer le mouvement des parents de jeunes hommes qui ont été mobilisés dans l'armée. Ils ont été mobilisés à l'automne 2022 et ne sont toujours rentrés. Ils [les parents] exigent donc que les soldats reviennent à la maison. Donc, c'est comme ça que l'on peut trouver des moyens différents d'exprimer un sentiment antiguerre.

Il s'agit d'une guerre culturelle contre la population elle-même, et nous savons que

les guerres culturelles sont généralement un moyen de polariser le processus électoral.

Vous avez récemment écrit sur la façon dont la guerre a été un facteur de changement radical, à la fois dans le régime de Poutine et dans l'organisation des mouvements socialistes. Selon vous, quel est le bilan de la guerre pour le régime actuel ?

Lorsque le régime s'est trouvé dans la situation de gérer une guerre à long terme, après l'échec de la première tentative de changement de régime [en Ukraine] avec l'aide de l'armée russe, il a commencé à parler beaucoup d'idéologie. Sur le fait que nous, en tant que société, devons avoir une idéologie, que nous devons inscrire l'idéologie dans la Constitution, qu'il nous fallait rééduquer la société pour qu'elle perçoive la Russie comme une civilisation à part entière. À partir de ce moment-là, ils ont élaboré un programme en ce sens. Aujourd'hui, ce programme est appliqué dans les écoles et il a également commencé à l'être dans les universités. L'autre aspect de ce programme de rééducation de la société est la censure. Non seulement des opinions antiguerre, mais aussi dans la religion avec la promotion d'une ligne cléricale réactionnaire pesante en faveur des valeurs familiales traditionnelles. Tout ce qui est LGBT ou féministe est éliminé. Il s'agit d'une guerre culturelle contre la population elle-même, et nous savons que les guerres culturelles fonctionnent généralement comme un moyen de polariser le processus électoral.

Quel est le lien entre ce processus de rééducation de la société et les théories politiques de Douguine sur l'idéologie ?

Douguine est devenu une figure de plus en plus influente au cours des deux dernières années. Mais je pense que son influence est encore quelque peu surestimée. Il ne fait aucun doute que certaines de ses idées ont influencé la ligne actuelle de l'État. Son idée principale, qui est aussi celle de l'idéologie d'État en Russie, est l'idée que chaque civilisation a des modes de pensée et des formes de comportement qui lui sont propres. Il y a une négation de toute universalité humaine. C'est extrêmement dangereux. C'est une idée qui a pris gagné en influence en Russie,

mais qui s'est également répandue dans l'extrême droite européenne.

Comment cela se traduit-il dans la société russe ?

Dans les cours d'idéologie des universités, on trouve une définition très précise de l'ADN russe. Elle aurait un caractère organique et héréditaire. Le fait d'être russe serait lié au sang et au corps. Ils utilisent également cette notion d'ADN comme l'idée d'un code culturel. Il existerait ainsi des idées, des perceptions ou des visions du monde précises qui n'appartiendraient qu'aux détenteurs de cet ADN. C'est ce type de politique identitaire qui est devenu une ligne officielle de l'État.

De quelle manière pensez-vous que la ligne idéologique actuelle de l'État russe soit en rapport avec les relations que la Fédération de Russie entretient avec tous les autres États qui l'entourent ?

Le type de nationalisme que la Russie affiche aujourd'hui est un nationalisme impérial. C'est un nationalisme qui est toujours de nature contradictoire car il y a ces deux notions d'empire et de nation. Le concept de nationalisme impérial en Russie est hérité de la fin de l'Empire russe. Tous ces discours selon lesquels l'Ukraine n'existe pas en tant que nation parce qu'elle fait partie d'une nation russe plus vaste sont issus de ce nationalisme impérial du 19^e siècle. L'idée est que cet empire doit être russe. Les Russes doivent dominer parce qu'ils apportent une sorte d'harmonie à cette famille de peuples différents.

Voyez-vous dans cette guerre un signe de l'intensification des contradictions d'un monde multipolaire, où plusieurs empires se disputent l'hégémonie internationale ?

Oui, bien sûr. L'un des principaux objectifs de Poutine avec l'invasion de l'Ukraine était de changer le système international. Mais je pense qu'il y avait aussi une sorte de programme idéologique derrière ce changement. Et ce programme idéologique est né de cette idée de pluralité des civilisations. Dans cette optique, l'ensemble de l'espace post-soviétique appartient naturellement à la sphère d'influence russe parce qu'il fait partie

de cette grande civilisation. Et il n'y a pas de place dans cette vision du monde pour ces petites nations, car elles doivent toutes être divisées entre les grandes puissances impériales. C'est une sorte de vision du monde qui est impérialiste non seulement dans ses ambitions, mais aussi dans son idéologie.

Nous devons revoir tous les fondements sociaux et économiques du régime actuel, qui repose toujours sur les privatisations extrêmement injustes qui ont eu lieu dans les années 1990 et sur les politiques néolibérales mises en œuvre par Poutine.

Quelle est votre analyse de la situation actuelle dans la guerre avec l'Ukraine, en particulier de la percée ukrainienne à Koursk ?

Je pense que c'était tactiquement très intelligent. Très risqué, mais très intelligent. Parce que cette opération met en cause le modèle selon lequel la Russie poursuit cette guerre. L'Ukraine a lancé cette opération pour provoquer Poutine, mais l'autre objectif était de provoquer une instabilité politique en Russie. Car pour la plupart des Russes, il existe une grande différence entre les territoires occupés par l'Ukraine, qu'ils appellent

les nouveaux territoires russes, et les anciens territoires russes. Koursk est un territoire ancien. Je pense donc que cela pourrait modifier la corrélation actuelle des forces. Et j'espère que cela conduira à des négociations de paix, non pas dans la perspective d'une capitulation de l'Ukraine, mais à partir d'une position plus équilibrée.

Vous avez écrit à plusieurs occasions sur la nécessité d'un programme révolutionnaire pour la Russie. Qu'est-ce que cela signifie à l'heure actuelle ?

Le programme de changement politique en Russie est très lié au changement démocratique. Mais je pense que nous, à gauche, ne devrions pas comprendre la démocratie uniquement d'une manière libérale. Pas seulement sous la forme d'institutions formelles. La démocratie, c'est la participation directe à la vie collective. En ce sens, nous devons démocratiser le pays, revoir tous les fondements sociaux et économiques du régime actuel, qui repose toujours sur les privatisations extrêmement injustes qui ont eu lieu dans les années 1990 et sur les politiques néolibérales mises en œuvre par Poutine. Nous devons également faire de la Russie une véritable fédération, car pour l'instant, elle n'a de fédération que le nom. En réalité, il s'agit d'un État fortement centralisé qui n'accorde aucun droit aux régions et surtout aux minorités nationales. Enfin, nous devons abandonner ce discours sur les civilisations différentes. Car l'humanité est confrontée à des problèmes immédiats, tels que le changement climatique, l'inégalité au niveau mondial, la faim. Et je crois que la Russie, en tant que grand pays, en tant que puissance nucléaire, doit enfin prendre sa part de responsabilité.



Ilya Budraitskis est membre du Mouvement socialiste russe et du comité de rédaction du site web socialiste russe *Posle*. Il est l'auteur de *Dissidents Among Dissidents: Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia*, Londres, Verso, 2022. Chercheur invité à l'université de Californie (Berkeley), il vit aujourd'hui en exil.

Source : *Bloco de esquerda*, 19 août 2024.
Traduit pour *Europe solidaire sans frontière*
par Pierre Vandevorde.

L'impérialisme politique russe et la nécessité d'une alternative de gauche mondiale

Ilya Budraitskis

Propos recueillis par Federico Fuentes

31

Au cours du siècle dernier, le terme impérialisme a été utilisé pour définir différentes situations et a parfois été remplacé par des concepts tels que la mondialisation et l'hégémonie. Quelle est la validité du concept d'impérialisme aujourd'hui et comment le définis-tu ?

Le principal débat concernant l'impérialisme est de savoir s'il faut le considérer comme une théorie permettant de comprendre le capitalisme mondial comme une politique d'agression ou de coercition menée par un pays puissant à l'égard d'un pays plus faible. Lénine a soutenu que l'impérialisme était une caractéristique globale du capitalisme à un stade avancé : la logique économique de l'impérialisme était intégrée dans sa définition. Mais c'est là le problème de la définition de Lénine, car tu ne peux pas expliquer chaque acte spécifique d'agression impérialiste par des motifs économiques uniquement. Si tu définis l'impérialisme comme une caractéristique du capitalisme mondial alors il peut être logique de le remplacer par des termes tels que mondialisation, qui est parfois considérée comme une sorte de « nouvel impérialisme ». Mais si nous considérons l'impérialisme comme une politique systématique d'agression envers un pays plus faible par des moyens militaires, politiques et/ou économiques alors il n'est pas logique d'assimiler la mondialisation à l'impérialisme.

L'économie peut être le moteur de l'impérialisme mais ce n'est pas la même chose. Il n'existe pas de loi éternelle selon laquelle l'impérialisme doit toujours coïncider avec les besoins du capital. De plus, l'impérialisme peut être motivé par d'autres facteurs. Le [géographe américano-britannique] David Harvey, s'appuyant sur les travaux de [l'économiste italien] Giovanni Arrighi, suggère

deux logiques de l'impérialisme : la logique économique du capital et la logique géopolitique de l'État. L'interaction entre ces deux logiques peut être complexe ; parfois leurs besoins coïncident, parfois non. De plus, ces logiques ne sont pas universelles. La logique du capital est plus universelle dans la mesure où les contradictions capitalistes sont plus ou moins les mêmes partout. Mais il n'en va pas de même pour l'impérialisme politique. Il n'y a pas de logique universelle de l'impérialisme politique : différents pays auront des motivations et des stratégies différentes. Cela peut entraîner des contradictions entre les deux logiques. C'est pourquoi nous ne devrions pas les réduire en une seule.

Y a-t-il cependant des éléments des travaux de Lénine sur l'impérialisme qui restent pertinents aujourd'hui ?

La contribution la plus importante de Lénine dans ce domaine a été de développer les idées de l'auteur libéral anglais John Hobson jusqu'à leur conclusion logique. Hobson, qui a écrit un livre célèbre intitulé *Imperialism*¹, voulait prouver que l'impérialisme était une aberration et que le capitalisme et le commerce finiraient par apporter la paix au monde. Mais il avait des opinions économiques peu orthodoxes qui l'ont amené à développer une théorie selon laquelle lorsque vous avez d'énormes inégalités au sein d'un pays, vous vous retrouvez avec un capital excédentaire qui ne peut pas être réinvesti de façon rentable chez vous et qui doit donc être investi à l'étranger. Pour Hobson, il s'agit là de la « racine économique » de l'impérialisme, car lorsque vous

1. John Hobson, *Imperialism : A Study*, New York, Cosimo, [1902] 2005.

réinvestissez des capitaux à l'étranger, vous devez créer les conditions pour que vos investissements soient rentables. Cela peut signifier, par exemple, contraindre d'autres pays à accepter vos investissements. Tu devais également protéger ces investissements et les routes commerciales, ce qui nécessitait une grande marine. Cette logique économique a donc créé le besoin d'utiliser la force dans les affaires internationales. Les idées de Hobson ont fait de lui un renégat au sein de la tradition libérale car il a découvert que le commerce ne menait pas toujours à la paix ; au contraire, pour Hobson, les contradictions capitalistes créaient la demande d'une politique étrangère plus agressive.

Lénine a repris l'idée de Hobson mais a dit qu'il se trompait sur la capacité à réformer le capitalisme. Selon Lénine, le capitalisme produira toujours une demande d'agression extérieure parce qu'il y aura toujours un surplus de capital. Le développement inégal et combiné signifie qu'il y aura toujours des pays capitalistes plus développés et moins développés et que les pays capitalistes développés chercheront à exporter leurs capitaux vers les pays moins développés et exerceront une pression politique pour s'assurer que ces investissements sont rentables. Il était donc impossible de réformer le capitalisme. Lénine envisageait également que les capitaux nationaux concurrents des pays capitalistes développés feraient pression sur leurs gouvernements pour les aider à obtenir une plus grande part du marché mondial. Le problème était qu'une fois le monde entier divisé entre les différents blocs capitalistes nationaux, la seule option qui restait pour poursuivre l'expansion était la guerre. La guerre mondiale était donc inévitable : elle était inscrite dans la logique du capitalisme.

Ces deux idées constituent la contribution la plus importante de Lénine. Il était le défenseur le plus cohérent de ces deux idées : le capitalisme engendre l'impérialisme, car les pays les plus développés auront toujours besoin de nouveaux débouchés pour leurs investissements et le capitalisme engendre des rivalités interimpérialistes car les pays puissants s'affronteront inévitablement lorsqu'ils chercheront à accroître leur part du marché mondial. La grande contribution de Lénine a été d'expliquer les motifs économiques qui sous-tendent l'impérialisme et

les rivalités interimpérialistes. Le problème, comme je l'ai mentionné, c'est qu'il a dissocié cette logique économique de toute considération idéologique ou politique.

Après la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, la politique mondiale a été complètement dominée par l'impérialisme américain. Ces dernières années, cependant, un changement semble s'opérer. Nous avons assisté à la montée en puissance de la Chine, à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et même à des nations comme la Turquie et l'Arabie saoudite, entre autres, qui déploient leur puissance militaire au-delà de leurs frontières. Comment vois-tu ces dynamiques actuelles au sein de la politique mondiale ?

Après la Seconde Guerre mondiale, le monde s'est approché de quelque chose de similaire à l'idée d'ultra-impérialisme de Karl Kautsky. Kautsky n'était pas d'accord avec le concept de rivalité interimpérialiste de Lénine et suggérait la possibilité que les pays impérialistes créent un cartel ou une alliance afin d'exploiter conjointement le reste du monde. C'est ce qu'il a appelé l'ultra-impérialisme. Nous avons assisté à quelque chose de similaire sous l'hégémonie américaine dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement à partir des années 1980 avec l'effondrement de l'Union soviétique. Pendant cette période, l'Occident a collectivement dominé et exploité le reste du monde. Cela a été possible parce que la logique économique de l'impérialisme a décliné après la Seconde Guerre mondiale, les politiques keynésiennes imposant des limites à la suraccumulation du capital. À cette époque, la logique de l'impérialisme était plutôt politique, à savoir la vision du monde des États-Unis et leur lutte contre le communisme. À partir des années 1980, cependant, la suraccumulation est réapparue en raison des politiques néolibérales. C'était l'apogée de ce que l'on pourrait appeler l'ultra-impérialisme, au cours duquel un Occident uni a imposé des programmes d'ajustement structurel et des politiques néolibérales à tous les pays périphériques.

Nous assistons aujourd'hui à la désintégration de cet ultra-impérialisme dirigé par les États-Unis. Le problème, c'est que les États-Unis ont essayé de jouer sur deux



tableaux. Ils voulaient une forte consommation chez eux et ont donc emprunté de l'argent à la Chine. Et ils voulaient aussi exporter des capitaux à l'étranger. Le résultat final a été la transformation de la Chine en une puissance économique qui a constitué une menace pour la domination économique des États-Unis. C'est ce conflit économique qui est à l'origine du conflit politique entre les deux pays aujourd'hui. À mon avis, les dirigeants chinois ne veulent pas activement affronter les États-Unis. Mais leurs ambitions économiques, motivées par les contradictions objectives de l'accumulation du capital en Chine, les ont forcés à s'affirmer davantage. Je ne pense pas non plus que les États-Unis souhaitent activement une confrontation avec la Chine. Mais, là encore, la logique économique de l'impérialisme est très puissante et difficile à contrecarrer. C'est ce qui motive le conflit entre les États-Unis et la Chine. Nous nous retrouvons moins avec un monde multipolaire qu'avec un monde bipolaire qui réapparaît. La confrontation entre la Chine et les États-Unis, bien qu'encore gérable pour l'instant, ne fait que croître. Tout cela crée une situation très explosive, qui ne s'apparente plus à l'ultra-impérialisme, mais plutôt à la période précédant la Première Guerre mondiale.

Mais certains, se basant sur la définition de Lénine, remettraient en question l'idée que la Chine est impérialiste.

Si nous regardons le monde aujourd'hui, que voyons-nous? Nous voyons la montée de la Chine en tant que centre alternatif d'accumulation de capital au sein du système capitaliste mondial qui exporte du capital par le biais d'énormes projets mondiaux tels que l'initiative Belt and Road. La motivation de ces projets est économique: La Chine a un excédent de capital et une surcapacité industrielle, elle a donc besoin de nouveaux débouchés pour réinvestir le capital et exporter des marchandises. Pour y parvenir, la Chine a commencé à se démener dans le monde entier pour trouver de nouveaux marchés. Cela a déclenché un conflit avec les États-Unis, l'hégémon mondial, qui ont également besoin de débouchés pour leurs marchandises et leurs investissements. Cela signifie que la relation de coopération qui existait lorsque les États-Unis utilisaient la

Chine comme plate-forme de production devient lentement antagoniste. Le capital chinois, soutenu par l'État chinois, est désormais si puissant que le capital américain ne veut plus coopérer avec lui. Au contraire, il craint la montée en puissance de la Chine et s'attend à ce que le capital chinois devienne un concurrent puissant. C'est pourquoi le capital américain a commencé à demander l'aide de l'État américain pour contrer cette menace.

Nous nous retrouvons avec une rivalité interimpérialiste classique, telle que décrite par Lénine. Deux puissants centres de capitalisme s'affrontent pour obtenir des débouchés pour leurs investissements et leurs marchandises. Cela conduit à la création de blocs politiques autour de ces centres d'accumulation capitaliste: les États-Unis ont l'Occident derrière eux, la Chine a la Russie. En ce sens, la logique économique de l'impérialisme est toujours d'actualité pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

Comment la Russie s'inscrit-elle dans ce scénario ? Peut-elle également être définie comme impérialiste ?

Dans le cas de la Russie, c'est une dynamique différente qui est en jeu. Le capital russe n'a jamais été assez puissant pour défier l'Occident; il a toujours été un partenaire junior du capital occidental, qui préférerait coopérer avec le capital russe afin de mieux exploiter les ressources naturelles russes et de profiter du rôle de la Russie en tant que puissance sous-impérialiste dans le monde post-soviétique. Le capital occidental a utilisé la Russie pour extraire la plus-value des pays post-soviétiques. Pour donner un exemple: [la société gazière majoritairement détenue par l'État russe] Gazprom comptait de nombreux investisseurs internationaux, dont l'énorme société américaine de gestion d'actifs BlackRock, qui pèse des milliers de milliards de dollars. Lorsque Gazprom s'est développé en Ukraine, en Moldavie, en Biélorussie... BlackRock en a également profité. Les capitaux occidentaux n'avaient rien contre le fait que la Russie soit une puissance régionale tant qu'elle leur offrait la possibilité de faire des profits dans la région. D'un point de vue économique, il n'y avait pas de réelle contradiction: Les capitaux russes et

occidentaux coopéraient et profitaient tous deux de cette coopération.

Mais à partir de 2014, la logique politique de l'impérialisme russe a commencé à se découpler de la logique économique. Avant cela, l'impérialisme russe reposait sur un arrangement sous-impérialiste: il menait une politique agressive à l'égard des pays de la région post-soviétique et l'Occident profitait de ses actions. Il avait donc un intérêt direct dans l'impérialisme russe. Mais en 2014, Poutine a brisé le scénario en annexant la Crimée. À ce moment-là, la Russie a cessé d'être une puissance sous-impérialiste et a choisi la voie de la confrontation avec l'Occident. Il a brisé les règles que l'Occident avait fixées pour le gouvernement et le capital russes. Pourtant, il n'y avait aucune logique économique réelle à cette décision car elle ne faisait que rendre la vie plus difficile aux capitalistes russes. L'annexion de la Crimée ne répondait à aucune logique économique. Bien que la Crimée possède quelques gisements de ressources naturelles, pour les exploiter, la Russie devrait investir beaucoup d'argent. De plus, la Crimée est aujourd'hui un bénéficiaire net de l'énergie russe et du financement du gouvernement fédéral. Par conséquent, l'explication de son annexion ne peut être trouvée dans des motifs économiques; l'explication se trouve dans le domaine de l'idéologie de la classe dirigeante russe.

Les cas de la Chine et de la Russie sont donc différents. Avec la Chine, tu as un impérialisme plus classique, tel que décrit par Lénine. En Russie, tu as un impérialisme différent - un impérialisme politique qui est découplé, dans une certaine mesure, des intérêts économiques.

Es-tu en train de suggérer que, contrairement aux puissances impérialistes qui ont vu le jour à l'époque de Lénine, l'impérialisme russe n'a pas de fondement économique et s'explique uniquement par des facteurs politico-idéologiques ?

Je ne dis pas que l'impérialisme russe est entièrement différent des autres impérialismes ou qu'il n'a aucune base économique. À partir de 1999, la Russie a commencé à se remettre de la crise des années 1990; jusqu'en 2008 environ, elle a connu une période de forte croissance économique avec

un taux de croissance annuel d'environ 7 %. Au cours de cette période, les entreprises russes sont devenues de puissantes sociétés mondiales. Même si les capitaux russes n'étaient pas aussi puissants que les capitaux occidentaux, ils sont devenus un acteur sérieux sur le marché mondial. Dans le même temps, il y a eu une suraccumulation de capitaux en Russie en raison des prix élevés de l'énergie et des matières premières.

Ces entreprises russes émergentes avaient besoin de réinvestir leur capital excédentaire quelque part et elles ont choisi de le faire dans les pays post-soviétiques. Leur objectif était de reconstruire quelque chose de similaire aux chaînes d'approvisionnement et aux liens économiques qui existaient à l'époque soviétique. La différence, cependant, c'est que cette fois-ci, ce sont les capitaux russes qui sont aux commandes. À l'époque de l'Union soviétique, l'économie soviétique était intégrée ; aujourd'hui, il s'agit d'une économie russe qui domine les autres économies de la région. Cela a fait pression sur le gouvernement russe pour qu'il s'affirme davantage dans la région post-soviétique. En ce sens, la logique économique léniniste classique de l'impérialisme s'applique au cas de la Russie, en particulier dans les années 2000, lorsque Poutine arrive au pouvoir.

Mais il est important de souligner à nouveau que lorsque la Russie a revendiqué la région post-soviétique au cours de cette première période, elle l'a fait en coopérant avec les États-Unis et l'Occident plutôt qu'en les affrontant. Cette coopération ne s'est pas limitée à la coopération économique entre les capitaux occidentaux et russes ; il y a également eu une coopération géopolitique entre les États russes et occidentaux. Par exemple, la Russie a coopéré avec l'OTAN dans sa guerre contre l'Afghanistan. La Russie était le plus grand fournisseur de pétrole et de ressources de l'OTAN et fournissait à la coalition de l'OTAN des routes logistiques terrestres et aériennes. En 2011, la Russie a vendu des hélicoptères de transport aux États-Unis pour le gouvernement qu'elle avait installé en Afghanistan dans le cadre d'un accord d'une valeur de plus d'un milliard de dollars américains. De toute évidence, malgré les désaccords ou les tensions qui existaient, l'Occident considérait la Russie comme un partenaire junior, du moins jusqu'en 2014.

En fin de compte, il n'y avait rien d'inévitable à ce que la Russie devienne un ennemi de l'Occident si l'on se limite strictement à la logique économique. La Russie aurait pu rester une puissance sous-impérialiste qui profitait conjointement de l'espace post-soviétique avec les capitaux occidentaux. Elle aurait pu être comme la Turquie d'aujourd'hui qui semble agir de manière indépendante mais veille à ne pas gêner les relations avec l'Occident. Ou comme le Brésil, qui a eu des dirigeants tels que Lula [da Silva] qui peuvent avoir une rhétorique très militante et être en désaccord avec les États-Unis sur de nombreux points mais qui entretiennent avec eux des relations qui sont loin d'être extrêmement conflictuelles. La Russie était comparable à ces pays, en ce sens qu'ils ont tous bénéficié économiquement du fait d'être un partenaire junior de l'Occident, même si certaines tensions ou contradictions existaient.

Alors, qu'est-ce qui a conduit à ce changement de positionnement de la Russie vis-à-vis de l'Occident ?

Pour comprendre ce changement, il faut se pencher sur la logique politique en jeu. Poutine craignait que l'Occident ne prépare un changement de régime contre lui. Poutine était aussi clairement incapable de comprendre les mouvements populaires et les révolutions sociales. Pour Poutine, le mouvement populaire était une contradiction dans les termes car les gens ne pouvaient jamais rien faire par eux-mêmes ; tout mouvement de ce type était toujours contrôlé et manipulé de l'extérieur. Ainsi, lorsque le Printemps arabe [de 2010-2011] s'est produit, Poutine n'y a vu rien d'autre que la volonté de l'Occident de déstabiliser les pays du Moyen-Orient.

Puis est survenue la révolution de Maïdan [2014] en Ukraine. Poutine a refusé d'accepter qu'il puisse s'agir d'un véritable mouvement populaire motivé par la frustration sincère des gens à l'égard du gouvernement et de la répression. Au lieu de cela, il a vu dans Maïdan l'utilisation de l'Ukraine par les États-Unis comme un pion dans leur jeu d'échecs avec la Russie. Maïdan a transformé la vision de Poutine. Car si Maïdan était une manœuvre de l'Occident contre la Russie, alors, selon la logique de Poutine, la Russie devait répondre en écrasant violemment

cette manœuvre et en faisant la sienne. En fin de compte, la crainte d'un changement de régime a coloré tous les calculs de Poutine. Elle l'a conduit à faire l'amalgame entre une menace politique pour son régime et une menace occidentale pour la sécurité de la Russie. D'une manière générale, l'OTAN ne menaçait pas la Russie d'un point de vue militaire conventionnel. Mais pour Poutine, l'OTAN était derrière Maïdan, qu'il considérait comme un complot contre son pouvoir.

Résultat, la Russie est devenue un pays impérialiste beaucoup plus agressif après 2014 : l'annexion de la Crimée, l'armement des séparatistes du Donbass et l'occupation de certaines parties de l'est de l'Ukraine s'expliquent, en fin de compte, par la crainte idéologique de Poutine que l'Occident ne complotte pour un changement de régime. En réalité, l'Occident s'accommodait parfaitement de Poutine en tant que dirigeant capitaliste qui facilitait l'accès des entreprises occidentales aux ressources naturelles russes et à la région post-soviétique. Cela convenait également à Poutine, jusqu'à ce qu'il craigne que l'Occident ne complotte contre lui. Cela explique en fin de compte pourquoi la Russie s'est engagée dans la voie de la confrontation avec l'Occident.

Et une fois que la Russie s'est engagée sur cette voie, il lui a été difficile de faire marche arrière car la confrontation a pris une logique propre. Par exemple, après l'annexion de la Crimée par la Russie, les Ukrainiens ont commencé à détester Poutine et se sont tournés vers l'Occident pour obtenir de l'aide. Pourtant, c'est exactement ce que Poutine voulait empêcher. Alors qu'a-t-il fait ? Il est devenu encore plus agressif envers l'Ukraine et a finalement lancé une invasion à grande échelle, tout cela au nom de la prévention d'une Ukraine pro-occidentale. Mais la haine de l'Ukraine à l'égard de la Russie était précisément le produit des propres actions de la Russie. Poutine ne pouvait cependant pas comprendre cela, pour lui, tout cela n'était qu'une manifestation du complot de l'Occident contre son pouvoir. Paradoxalement, alors que les convictions de Poutine n'étaient pas fondées sur la réalité, la chaîne d'événements qu'il a déclenchée n'a fait que renforcer ses convictions, le conduisant finalement sur la voie de cette guerre désastreuse. C'est pourquoi cette guerre n'était pas le résultat

de motifs économiques ; elle était motivée par l'idéologie.

Quelle influence pensez-vous que la montée en puissance de la Chine ait pu avoir dans les calculs de Poutine et dans le passage de la Russie d'une puissance sous-impérialiste à une puissance impérialiste ? Il semble possible que la présence de la Chine en tant que puissance alternative vers laquelle la Russie pourrait se tourner une fois en confrontation avec l'Occident ait influencé les décisions prises par Poutine depuis 2014...

C'est une question intéressante. Je suis d'accord pour dire que Poutine avait une meilleure perception de ces changements mondiaux qui se préparaient par rapport aux responsables économiques russes et au gouvernement, qui considéraient ce type de confrontation extrême avec l'Occident comme inimaginable. Il suffit de regarder 2022 : il était évident à l'époque que même les secteurs les plus faucons du gouvernement ne s'attendaient pas à une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Poutine, quant à lui, était totalement convaincu que les Ukrainiens attendaient que la Russie les libère du colonialisme occidental et de la soi-disant petite minorité de nazis de type Bandera au pouvoir dans le pays. Mais tout en ayant cette vision fantaisiste de l'Ukraine, Poutine était d'une certaine manière plus prévoyant que d'autres en ce qui concerne le type de changements tectoniques qui se produisaient dans les affaires mondiales et la place de la Russie dans le monde. Poutine pouvait sentir les possibilités offertes par la Chine et les pays semi-périphériques tels que la Turquie, le Brésil et l'Inde, qui devenaient plus autonomes par rapport aux États-Unis.

Il faut savoir qu'en 2000, les pays du G7 contrôlaient 65 % du PIB mondial, mais qu'en 2021-2022, ce chiffre était plutôt de l'ordre de 40-45 %. Le bloc de pays des BRICS représentait une part légèrement plus importante du PIB mondial lorsqu'il était mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat. Cela représentait un énorme changement en termes de pouvoir économique et politique. Poutine a perçu ce changement et, comme tu l'as dit, a vu l'opportunité. Il a compris que la rupture de la Russie avec l'Occident serait

très douloureuse, mais qu'elle pourrait probablement survivre dans une alliance avec la Chine et en commerçant avec des pays semi-périphériques qui étaient devenus puissants de leur propre chef, économiquement et politiquement. Et il avait raison sur ce point alors que ses opinions sur les motivations occidentales et l'Ukraine étaient follement inexacts et biaisés, sa vision de ce qui se passait à l'échelle internationale était tout à fait exacte. C'est cette combinaison de pensée saine et de pensée erronée qui a finalement conduit à l'invasion et à tout ce qui s'est passé depuis.

Certains militants de gauche, s'appuyant sur la définition de l'impérialisme de Lénine, soutiendraient que l'absence de motifs économiques et la puissance économique beaucoup plus faible de la Russie par rapport à l'Occident signifient que la guerre de la Russie contre l'Ukraine ne peut pas être impérialiste. Certains vont même jusqu'à imputer une sorte de dynamique anti-impérialiste à la guerre de la Russie. Pourquoi, selon toi, est-il important de comprendre la guerre de la Russie comme un acte d'agression impérialiste ?

C'est le problème des définitions économicistes de l'impérialisme : lorsqu'un pays ne correspond pas à un certain profil économique ou que vous ne pouvez pas expliquer immédiatement les actions d'un pays sur la base d'une certaine logique économique, alors la position par défaut est que le pays ne peut pas être impérialiste ou agressif et que ses actions doivent donc être défensives. Mais un pays peut être agressif sans que ses actions soient motivées par des raisons économiques spécifiques.

Si nous comprenons l'impérialisme comme une politique d'agression systématique envers un voisin plus faible, alors nous pouvons voir pourquoi l'impérialisme définit exactement ce que la Russie fait à l'Ukraine depuis les années 1990. Il y avait déjà des points d'agression à l'époque, lorsque la Russie a manipulé l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine afin d'influencer les politiques du gouvernement. Puis, en 2004, la Russie a essayé de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle élise un candidat présidentiel pro-russe, en envoyant des « doreurs d'image » et des agents secrets de Moscou à Kiev pour

aider à vaincre [Viktor] Iouchtchenko. En cas d'échec, la Russie a cherché à contraindre l'Ukraine en interrompant son approvisionnement en gaz naturel, une première fois en 2006 et une seconde fois en 2009. La Russie a également acquis des actifs économiques en Ukraine afin de créer une plateforme économique qui lui servirait de point d'appui politique dans le pays. Après cela, tu as eu l'annexion de la Crimée, la participation de la Russie à la guerre dans l'est et, enfin, l'invasion à grande échelle en 2022.

Toute l'histoire des relations russo-ukrainiennes dans la période post-soviétique est celle de l'impérialisme russe à l'égard de l'Ukraine. Comment peut-on décrire cela autrement que par de l'impérialisme ? De plus, comment peut-on le définir comme défensif ? Les actions impérialistes de la Russie ont commencé bien avant qu'il ne soit question que l'Ukraine rejoigne l'OTAN. Par exemple, lorsque la Russie s'est ingérée dans les élections ukrainiennes de 2004 l'Ukraine n'était en aucun cas liée à l'OTAN. Et en quoi peut-on dire que l'Ukraine a attaqué la Russie ? Comment est-ce possible ? Avec quelle armée ? L'armée ukrainienne était pratiquement inexistante avant 2014. L'Ukraine n'a commencé à renforcer son armée qu'en réponse à l'impérialisme russe. Il va de soi que la Russie est l'agresseur dans cette relation. Son agression s'est intensifiée progressivement, mais la Russie a toujours été l'agresseur. En nous en tenant à une compréhension uniquement économique de l'impérialisme, nous passons à côté de l'impérialisme russe en tant que phénomène.

À la lumière de tout ce dont nous avons discuté, vois-tu des possibilités de construire des ponts entre les luttes anti-impérialistes et les luttes dans les pays impérialistes, en gardant à l'esprit que les différentes luttes seront confrontées à des puissances différentes et peuvent donc chercher à obtenir le soutien de blocs impérialistes rivaux ? À quoi devrait ressembler l'internationalisme anticapitaliste et anti-impérialiste au 21^e siècle ?

Il y a bien sûr des aspects pratiques à l'internationalisme, comme l'aide aux prisonniers politiques. Les campagnes de solidarité internationale peuvent faire beaucoup et ont fait beaucoup, par exemple pour [le marxiste russe antiguerre emprisonné] Boris

Kagarlitsky. Malheureusement, il y a beaucoup de prisonniers de gauche en Russie en ce moment. Donc, concrètement, c'est quelque chose que le mouvement socialiste peut faire: se soutenir mutuellement en aidant les prisonniers politiques en Russie.

Mais pour réfléchir à cette question de manière plus générale, nous devons d'abord comprendre la nature de la rivalité impérialiste actuelle par rapport à la guerre froide. Bien que l'Union soviétique ait été problématique à bien des égards, sa politique étrangère comportait une composante idéologique: elle avait la vision d'un autre monde qui représentait une sorte d'alternative. L'Union soviétique avait un projet idéologique, même s'il était déformé par le stalinisme et vidé de sa substance par le cynisme des élites. Cette vision idéologique a influencé l'attitude de l'Union soviétique à l'égard du tiers-monde, même si son approche des mouvements postcoloniaux comportait aussi un élément cynique. Mais la Russie n'est pas l'Union soviétique. Si nous regardons la

Russie d'aujourd'hui, nous constatons qu'il n'y a pas de vision d'une alternative.

La seule chose que la Russie propose, c'est la confrontation avec l'Occident. La Russie dit: «Vous devez vous battre contre l'Occident.» Mais se battre pour quoi au juste? Quelle est la vision russe d'un modèle politique, économique alternatif? La Russie est un pays ultracapitaliste dirigé par des oligarques, avec d'énormes inégalités entre les gens et les régions, et un État-providence très faible. La guerre avec l'Ukraine a peut-être contraint ces oligarques à réorienter leurs intérêts commerciaux vers les marchés d'Asie et à quitter leur propriété londonienne pour un immense appartement à Dubaï. Mais quelle différence cela fait-il pour un travailleur russe ordinaire? La Russie n'a rien de progressiste. Il en va de même pour la Chine: elle n'a pas de vision idéologique au-delà du capitalisme avec une grande présence de l'État; elle n'offre pas de vision alternative de changement progressif.

Cela signifie que les mouvements progressistes du monde entier doivent se battre pour une alternative. Ils ont besoin d'une vision alternative pour guider ce mouvement internationaliste mondial des travailleurs et des socialistes. Cela signifie également qu'il ne faut pas faire de compromis avec les dictatures ou les classes capitalistes prédatrices, que ce soit en Chine, en Russie ou aux États-Unis. En fin de compte, cela se résume à une vision très classique de l'impérialisme dans laquelle l'ennemi principal se trouve à la maison. Le principal ennemi des socialistes russes est l'impérialisme russe; ce ne sont pas les États-Unis ou l'Ukraine. Et le principal ennemi des socialistes américains est l'impérialisme américain. C'est la base du véritable internationalisme: l'unité contre nos propres gouvernements impérialistes et pour une vision commune du changement progressif aux États-Unis, en Russie et en Chine. Cela peut sembler abstrait, mais c'est tout simplement de la bonne logique. C'est la base sur laquelle nous pouvons construire des ponts entre nos luttes.

Source : [Links](#), 28 septembre 2024.



L'échec du droit international à devenir universel et ses raisons

Monique Chemillier-Gendreau

Le monde d'aujourd'hui, devenu un village par la puissance des communications et du commerce, ne dispose pourtant pas d'un droit commun à l'application effective. Le droit international élaboré au 20^e siècle et les institutions alors mises en place, doivent aujourd'hui être considérées comme un échec.

Ni le droit de la paix découlant de la charte des Nations unies, ni le droit humanitaire en cas de conflit armé résultant des conventions de Genève de 1949 et de bien d'autres textes complémentaires réglementant les moyens de la guerre, ne sont respectés. De même la Déclaration universelle, les pactes internationaux et les conventions contre le génocide, contre la torture ou contre l'apartheid, sont bafouées dans une contestation de plus en plus ouverte de l'universalisme.

Je vais ici analyser cette désaffection pour le droit international en distinguant les différentes formes qu'elle prend, puis je montrerai comment cette désaffection a son origine dans une contradiction interne au système international. Enfin, nous nous interrogerons sur les possibilités d'en sortir et je rejoindrai alors la pensée fédéraliste, objet de cette rencontre.

La désaffection pour le droit international est aujourd'hui générale

Mais il y a la désaffection revendiquée et celle qui s'opère clandestinement.

La désaffection revendiquée vient de cette partie du monde qui n'a pas contribué à l'élaboration des normes aujourd'hui contestées. Je renvoie à ce propos aux travaux de Laurence Burgorgue-Larsen, notamment à sa conférence de 2023 à Aix-en-Provence où elle analyse comment l'universalisme

des droits de l'homme est aujourd'hui rejeté dans un nombre grandissant de sociétés.

Il s'agit principalement des sociétés asiatiques qui développent des valeurs communautaires autour d'une profonde déférence à l'autorité, et cela au mépris de la liberté individuelle. Dans d'autres sociétés, notamment les sociétés musulmanes, les droits et libertés sont dictés par les préceptes de la religion. Enfin, l'Église orthodoxe a fait adopter en 2006, une Déclaration des droits et de la dignité de l'homme qui se pose en alternative à la Déclaration universelle.

Mais il y a aussi une contestation de l'universalisme du droit international de la part de groupes ou de mouvements situés en Occident. C'est le cas notamment des populations d'origine musulmane venues par les flux migratoires post coloniaux. Profondément religieuses, ces populations rejettent la sécularisation des sociétés où elles se trouvent. Il y a aussi des régimes européens, notamment d'Europe de l'Est qui contestent les systèmes démocratiques et les contrôles judiciaires constitutifs de l'État de droit. Ils agitent leur appartenance à la chrétienté pour justifier leurs dérives autoritaires et revendiquent une identité de chrétiens blancs.

Et puis il y a la désaffection clandestine, celle des gouvernements occidentaux eux-mêmes qui sont pourtant à l'origine de ce droit et se targuent de le promouvoir. Le discours officiel prétend à un strict respect de ce droit ce que les pratiques démentent. Donnons quelques exemples.

Les textes fondateurs du droit international, la Charte des Nations unies en 1945 et la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 ont été créés par les États occidentaux. L'Afrique sous domination coloniale n'avait alors pas de voix, ainsi qu'une grande partie de l'Asie et de l'Océanie. Les

rédacteurs de ces textes avaient alors une volonté d'universalisme et de liberté au profit de tous, mais c'était à partir d'une certaine conception de la liberté, la leur.

Ils avaient proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais restèrent des colonisateurs s'opposant par des guerres sanglantes à la volonté des peuples de bénéficiaire de ce droit. La France mena ainsi la guerre d'Indochine, celle d'Algérie, la répression sanglante à Madagascar avec des violations massives des normes du droit humanitaire, comme l'usage du napalm ou de la torture. Les Pays-Bas, le Portugal ou le Royaume-Uni pratiquèrent aussi des exactions contraires aux principes auxquels ils avaient solennellement souscrit par ailleurs. Les États-Unis se livrèrent de 1955 à 1975 contre le Vietnam à une guerre d'agression avec l'usage de l'agent orange, dont les effets meurtriers se font encore sentir cinq décennies plus tard. Les deux guerres menées contre l'Irak le furent en violation flagrante du droit international, y compris de l'interdiction de la torture, laquelle fut pratiquée notamment dans la tristement célèbre prison d'Abou Graïb.

Quant à Israël, ce pays, adossé étroitement au groupe des pays occidentaux, bafoue le droit international par son refus de reconnaître le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, par le mépris de l'interdiction du recours à la force, des traités sur les droits de l'homme et sur la non-discrimination, de l'interdiction de l'apartheid et de tout le droit humanitaire en cas de conflit armé. Ses alliés, notamment les États-Unis, sont complices par leur coopération militaire et financière. La paralysie du Conseil de sécurité est due à cette complicité. L'Union européenne pourrait activer l'article 2 de l'accord passé avec Israël et considérer que les violations des droits de l'homme commises par cet État justifient la suspension de l'accord de coopération, mais elle n'en fait rien. Les deux avis consultatifs rendus par la Cour internationale de justice (CIJ) en 2004 et récemment en février 2024, condamnant en termes clairs les politiques d'Israël, sont restés lettre morte.

Ajoutons encore que les États-Unis et la France ne reconnaissent pas la juridiction de la Cour internationale de justice et se dérobent ainsi à l'application du droit

international et que la France n'a pas adhéré à la Convention des Nations unies sur le droit des traités. Son argument est qu'elle n'accepte pas la catégorie dite du *jus cogens* ou droit impératif général. Pourtant considérer qu'il y a des principes intangibles, ceux précisément de droit impératif général, auxquels on ne peut déroger même par traités, va dans le sens d'une consolidation du droit international.

Et les États-Unis n'ont adhéré ni à la Convention sur le droit de la mer (1982), ni à celle sur les droits de l'enfant (1989), ni au Traité d'interdiction des mines antipersonnel (1997), ni au Statut de Rome relatif à la Cour pénale internationale (1998) et ce ne sont là que quelques exemples. Les mêmes États-Unis ont refusé de s'incliner devant la décision de la Cour internationale de justice les condamnant contre le Nicaragua en 1986, ou devant celle par laquelle en 2004 la CIJ leur imposait de ne plus exécuter les ressortissants étrangers n'ayant pas bénéficié de leurs droits consulaires. Malgré cette injonction, les exécutions ont continué au mépris du droit international.

Les États qui ont été des colonisateurs et ont été obligés par les peuples sous leur domination à leur rendre la liberté dans le grand mouvement déclenché dans les années 1960, ont cependant tenté piteusement de maintenir une domination coloniale sur certains territoires. C'est ainsi que le Royaume-Uni a, lors de la décolonisation de l'île Maurice en 1968, détaché de ce territoire certaines îles, les Chagos, qui en étaient la dépendance. Il a fallu un avis consultatif de la CIJ en 2019 pour que cela soit dénoncé. Et aujourd'hui, cinq ans après que cet avis ait été rendu, le Royaume-Uni accepte enfin d'en appliquer les dispositions, pas entièrement cependant, puisque l'un des îlots, Diego Garcia, reste soumis à un bail au profit des États-Unis qui en ont fait leur principale base militaire dans l'océan Indien. Et aujourd'hui, la France est engagée dans une répression très dure contre le peuple kanak de Nouvelle-Calédonie et elle refuse à celui-ci des conditions de réalisation de son droit à disposer de lui-même conformes au droit international.

Ces violations du droit international sont rendues possibles par une contradiction inhérente à ce droit lui-même

La situation que je viens de décrire rapidement, est extrêmement inquiétante. En effet, une société dans laquelle le droit peut être manipulé ou contesté et où sa réalisation n'est pas contrôlée par un juge, est une société livrée au rapport de forces ce qui encourage la domination des plus forts. Mais il est vain de dénoncer cette situation, si on ne pousse pas plus loin l'analyse. En effet, elle n'a pu se développer que parce qu'il y avait un élément destructeur du droit international qui a permis aux États d'échapper aux normes qu'ils promouvaient en apparence. Aujourd'hui, cette situation se retourne contre eux, mais aux dépens de tout le système qui est ébranlé dans ses fondements.

De quoi s'agit-il ? Du fait que la charte des Nations unies affichait une volonté très inédite d'imposer aux États des règles de vie commune, notamment l'interdiction du recours à la force, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et tout le droit international dont la charte encourage le développement. Mais parallèlement, la même charte garantissait aux États le respect de leur souveraineté. Or, la souveraineté est un pouvoir originaire, au-dessus duquel il n'y a rien. Le souverain ne reconnaît de règles que celles auxquelles il accepte de souscrire et non pas celles qui lui seraient imposées malgré lui. Garantir les souverainetés, c'était admettre que les États souverains puissent se soustraire à l'application du droit international.

Le projet d'un droit international efficace, appliqué, et éventuellement sanctionné, n'est pas réalisable sans une mise en cause des souverainetés. Dès la création de la Société des Nations en 1918, Georges Scelle, professeur de droit international, a consacré tout son travail à mettre en lumière cette contradiction. Et aujourd'hui, je m'inscris dans cette tradition, mais dans le même isolement¹. Suivre l'évolution de cette contradiction peut nous éclairer sur les raisons de cette situation.

Les États occidentaux, auteurs de la charte, étaient soucieux qu'il n'y ait plus entre eux, parmi le cercle que formaient ces pays dits avancés, de possibilité de domination. Cette préoccupation était ancienne car elle avait déjà été l'objet des traités de Westphalie qui avaient mis fin à la guerre de Trente ans en 1648, puis du congrès de Vienne après les guerres napoléoniennes en 1815. Les prétentions hégémoniques de l'Allemagne au 19^e et au 20^e siècle avaient montré qu'un engagement politique n'était pas suffisant et qu'il fallait des mécanismes juridiques adaptés. Ce fut l'interdiction du recours à la force, principe cardinal de la charte des Nations unies.

Mais les États qui eurent l'initiative de cette avancée dans l'édification d'un monde soumis au droit, n'ont pas été sincères. Ils ont utilisé leur souveraineté pour consolider des positions de domination. La preuve en est que le colonialisme ne fut pas banni par la charte des Nations unies. Il ne le fut que plus tard sous l'effet des luttes de libération nationale des peuples dominés. Et durant la guerre d'Algérie, la France s'opposa à ce que les Nations unies mettent cette guerre en débat en s'abritant derrière le fait, qu'à ses yeux, il s'agissait là d'une question relevant exclusivement de la compétence nationale.

Les peuples asservis s'emparèrent alors de la charte comme d'une arme de libération et à partir du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils en appelèrent au droit international pour se libérer. Mais la contradiction entre ce droit international et la souveraineté des États n'était pas dépassée pour autant. En effet, le seul débouché du droit des peuples à leurs yeux était de devenir des États souverains comme l'étaient les colonisateurs. Allant plus loin, ils revendiquèrent la plénitude de la souveraineté en exigeant une souveraineté économique, base à leurs yeux d'un nouvel ordre économique international. Mais celui-ci s'enlisa dans quelques discours à l'Assemblée générale des Nations unies.

À partir de là, les pays nouveaux venus dans la communauté des États, jouèrent le jeu du marché mondial et se retranchèrent derrière la souveraineté pour exercer une domination sur leurs propres peuples et s'engager dans une course à la domination dans l'espace international, comme la politique de

1. Voir Monique Chemillier-Gendreau, *En finir avec la souveraineté*, Paris, Dalloz, 2024.

la Chine en est l'exemple. Les peuples de ces pays ont été libérés du colonialisme, mais soumis à des régimes autoritaires, parfois sanglants.

Dans la phase actuelle, ces sociétés poussent leurs économies dans la voie d'un productivisme accéléré, particulièrement en Asie. Mais alors, le droit international est un obstacle. Il prétend imposer des règles en matière politique, sociale, environnementale, technique, qui sont autant de freins à la domination de ceux qui sont au pouvoir.

Il leur est facile de s'engouffrer dans la voie ouverte par ceux-là mêmes qui avaient fondé le droit international, mais s'était réservé de ne pas l'appliquer, pour en faire autant. Mais la différence essentielle, est que ce refus du droit international n'est plus clandestin, il



est théorisé. Et le droit international est discrédité dans ses fondements mêmes. L'idée d'universalisme est contestée. L'Occident se trouve de ce fait dans une position très dégradée. Fortement concurrencé sur le plan technologique, industriel et commercial, il est déconsidéré dans ses valeurs pour les avoir lui-même trahies si souvent.

Quelles sont les voies qui permettraient de revenir vers un droit commun à la société mondiale dans son universalité ?

Pour tenter de répondre à cette question difficile, il faut d'abord se demander sur quelles valeurs communes, ce droit pourrait être édifié. Il est possible ensuite d'examiner à quelles conditions, institutionnelles et sociales, ce projet pourrait être mis en œuvre.

Sans entrer ici en détails sur la question des valeurs qui pourraient être communes à l'humanité dans son ensemble, je me bornerai à souligner que les valeurs véhiculées par l'Occident pour promouvoir un droit international universel ne sont pas à rejeter en elles-mêmes. En apparence, elles étaient porteuses de ce à quoi tous les humains aspirent, à savoir ne pas tomber sous la domination soit de puissances étrangères, soit de régimes internes qui asservissent leurs populations. Et les régimes qui les contestent, notamment la Chine, au nom d'un respect de l'autorité qui interdirait de critiquer les politiques d'État, ou les régimes théocratiques, comme le régime iranien ou celui d'Arabie saoudite, qui veulent imposer à l'ensemble de la société des normes d'origine religieuse, connaissent des oppositions internes, plus ou moins muselées, mais qui témoignent des aspirations à la liberté de leurs peuples.

On peut en conclure que les aspirations au respect des personnes, de leur dignité et aux libertés de conscience, de pensée ou d'association sont partagées par tous les humains. Cela doit permettre de construire un socle commun de normes protégeant ces aspirations. Et tous les peuples, comme tous les individus, lorsqu'ils sont confrontés à un différend sur la réalisation de leurs droits, souhaitent disposer d'une instance judiciaire

capable de trancher ce différend avec objectivité.

Mais pour retrouver une nouvelle force, et une nouvelle portée universelle, les valeurs contenues dans les grands textes du droit international doivent être remises en jeu, débattues et adoptées de nouveau dans des forums adaptés. Malheureusement, aujourd'hui, la chose semble bien lointaine. Il y faut en effet deux conditions absentes pour le moment : un groupe impulseur disposé à ne pas représenter des intérêts particuliers et venant nécessairement d'ailleurs que du sein des organisations internationales existantes et une opinion publique mondiale allant dans ce sens.

Ce renouveau d'un droit universel ne pourra pas venir de l'intérieur du système actuel par une simple réforme, car le système n'a plus de légitimité internationale. Le principe de domination validé par la charte avec le régime exorbitant accordé à cinq États-membres est garanti perpétuellement. En effet, toute réforme du système ne peut se faire, selon les articles 108 et 109 de la charte qu'avec l'accord des cinq membres permanents. Or ce sont eux les principaux responsables de la perte de crédibilité du droit international, par les incessantes violations auxquelles ils se sont livrés.

Aussi faut-il affronter la difficulté et pour tenter de construire autre chose, il faut nécessairement se situer en dehors du système actuel, lequel est inamendable. Il faut pour cela que des mouvements de la société civile du monde entier, organisent des groupes de travail pour réfléchir en commun à la manière de doter le monde d'un droit et d'institutions internationales permettant de contrer les dominations. Or pour contrer les dominations, il faut imaginer la société internationale fondée sur un principe non hiérarchique.

Et la recherche d'une société non hiérarchique est au cœur de la pensée fédéraliste. Il faut donc élargir la pensée fédéraliste afin que non seulement les sociétés nationales soient considérées comme des associations d'hommes libres, mais que la société mondiale soit organisée et garantie comme une association de peuples libres. Et les institutions dont cette société mondiale aura à se doter devront être imaginées de manière à entraver toute tentative par l'un de ces peuples ou un groupe d'entre eux, tendant

à confisquer la place de l'universel au profit d'intérêts particuliers.

Cela suppose et c'est sans doute le plus difficile, une opinion publique mondiale convaincue de la nécessité d'un nouveau projet politique anti-hégémonique aussi bien comme nouvelle conception de la démocratie que comme base d'un nouvel universalisme. Parler de cela dans le contexte actuel apparaît comme très décalé par rapport aux réalités tant les opinions publiques sont fragmentées, préoccupées d'abord d'intérêts particuliers. Il est déjà difficile de construire des objectifs d'intérêt national, alors pourrions-nous élaborer des mouvements d'idées prenant en charge le principe même d'une société mondiale soumise au droit ? Cela semble aujourd'hui utopique. Mais l'utopie n'est pas ce dont on rêve comme étant inaccessible. L'utopie est la pensée de ce monde d'ailleurs qui n'est pas encore advenu. Il tient à nous de le rendre réalisable. Et cela suppose d'abord de l'évoquer.

Les événements serviront d'accélérateur. Les guerres en cours sans perspective de paix et sans procédures pour y conduire, la multiplication des dérèglements humains, violences, trafics illicites, exploitation des plus faibles, les changements climatiques et leurs conséquences dramatiques par sécheresse, cyclones, canicules, inondations, sont devant nous. Allons-nous laisser tout cela se développer au sein d'un système mondial à bout de souffle ? Ou saurons nous convaincre qu'il faut se mettre à l'ouvrage pour préparer une alternative, véritablement universelle à ce qui a été essayé et a échoué ? Ne pas le faire, ce serait laisser advenir la catastrophe dans l'indifférence.

Monique Chemillier-Gendreau est professeure émérite de droit public. Elle a notamment publié *Droit international et démocratie mondiale : les raisons d'un échec*, Paris, Textuel, 2002 ; *Régression de la démocratie et déchainement de la violence : conversation avec Régis Meyran*, Paris, Textuel, 2019 ; et *Pour un Conseil mondial de la résistance*, Paris, Textuel, 2020.

« Contrer la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde », *Adresse*, n° 2.

« L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité », *Adresse*, n° 3.

Source : Union des fédéralistes européens, colloque du 12 octobre 2024. Avec l'aimable autorisation de l'autrice.

Ukraine : la force vient de l'intérieur

Oleksandr Kyselov

Le « plan de victoire » de Zelensky est un appel aux acteurs extérieurs qui montre que le gouvernement sous-estime encore nettement le potentiel d'une mobilisation interne de toutes les forces. Dans le même temps, le plan risque même de saper l'unité, par exemple en ouvrant l'accès aux ressources naturelles tandis que les oligarques continuent d'être protégés et que les charges de la guerre sont répercutées sur la population.

Ce n'est qu'en développant une infrastructure de défense publique, en socialisant les infrastructures critiques et en gérant les ressources de l'Ukraine dans l'intérêt des générations actuelles et futures que nous pourrions espérer protéger notre liberté. Les citoyens devraient être concernés par l'avenir du pays, et le respect de la dignité humaine doit être au cœur d'une société qui demande à ses membres de risquer leur vie pour elle.

Malheureusement, rien de tel n'apparaît dans le « plan de victoire » de Zelensky, qui a finalement été révélé à la nation. Au contraire, ce qui frappe le plus dans ce plan est sa dépendance disproportionnée à l'égard de l'Occident. Il s'agit là d'un changement notable, s'éloignant des appels émotionnels antérieurs pour chercher à solidifier un soutien par l'accès à nos ressources naturelles et la promesse d'externaliser nos troupes pour assurer la sécurité de l'Union européenne. Aussi éloignée que soit cette vision de nos rêves les plus chers de réintégrer la « famille européenne », il pourrait s'agir d'une approche sobre, compte tenu de l'hypocrisie omniprésente dans la politique internationale. Mais ce qui est encore plus humiliant, c'est d'essuyer un refus presque immédiat. Alors qu'auparavant, une pression incessante – à la limite de l'intrusion – réalisait l'inimaginable, aujourd'hui l'évolution de

l'environnement politique indique que les limites sont atteintes.

Cette dépendance à l'égard d'acteurs extérieurs pour résoudre nos problèmes est symptomatique de la voie politique choisie, qui a considéré nos propres citoyens comme d'accord et a entraîné une fragilité interne à peine dissimulée.

Sotsialnyi Rukh exige un dialogue sincère avec la société sur la façon dont nous en sommes arrivés là et sur ce que l'on peut raisonnablement en attendre. La rhétorique militante du gouvernement suscite des attentes, mais l'incapacité à les concrétiser en unissant l'ensemble de la société et en mobilisant toutes les ressources pour la défense ne fait qu'aggraver la méfiance et la déception.

Après 970 jours de guerre au moment de la rédaction de ce rapport, des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de blessés et des millions de personnes déplacées, l'enjeu est immense. Peu de familles sont épargnées par cette dévastation. Les espoirs nés d'une offensive réussie dans l'oblast russe de Koursk ont cédé la place à l'inquiétude et à l'incertitude face à une lente retraite dans l'Est. Les forces russes menacent de s'emparer de Pokrovsk, ce qui risquerait de couper la principale source de charbon à coke et de paralyser notre industrie métallurgique.

Les soldats épuisés, qui combattent souvent dans des unités en sous-effectif sans bénéficier d'un repos et d'une récupération adéquats, sont scandalisés par les projets du gouvernement visant à autoriser l'achat légal d'une exemption, au moins temporaire, du service militaire et exigent des durées de service claires. Certains n'en peuvent plus : selon les médias, près de 30 000 cas d'exemption

de service ont été enregistrés au cours des six premiers mois de l'année 2024.

La question reste ouverte : qui remplacera ceux qui sont en première ligne ? Conscients des conditions de vie dans l'armée, les civils ne font plus la queue aux postes d'appel sous les drapeaux, mais se soustraient activement à la mobilisation. Les cas signalés de désertion ont triplé depuis 2023, et les sondages montrent régulièrement que près de la moitié des personnes interrogées jugent ce phénomène raisonnable.

Les appels au devoir civique sonnent creux lorsque l'État déclare ouvertement qu'il ne doit rien à ses citoyens – la ministre de la politique sociale, Oksana Jolnovitch, ayant déclaré que « nous devons briser tout ce qui est social aujourd'hui et simplement reformuler à partir de zéro le nouveau contrat social sur la politique sociale dans notre État » et la présidente de la politique sociale ayant déclaré « nous ne sommes pas un ministère de paiement, les Ukrainiens devraient être plus autosuffisants et moins dépendre de l'État ».

La brutalité et l'impunité des officiers de police judiciaire, qui font pression sur les hommes dans les rues, ne font qu'exacerber le problème. Plus de 1 600 plaintes ont été déposées auprès du médiateur en 2024, mais les résultats se font attendre. Entre-temps, les rapports du champ de bataille, qui décrivent comment des recrues non motivées, non entraînées, voire inaptes, mettent en danger les autres, remettent en question le résultat de l'augmentation de la coercition.

Le tableau d'ensemble suggère un choix délibéré des élites dirigeantes de transférer le fardeau de la résistance à l'agression sur les gens ordinaires. La flambée des prix, les maigres salaires et l'austérité sociale vont de pair avec la restriction des négociations collectives, l'augmentation des impôts sur les revenus faibles et moyens et la poursuite de la corruption, même dans le domaine de la défense.

Ce qui aggrave encore la situation, c'est que la classe politique préfère ignorer la chance d'une unité sans précédent que nous avons tous connue après le début de l'invasion. Au lieu de cela, elle choisit de semer la division en exploitant les peurs d'une société traumatisée et en alimentant la suspicion en désignant sans cesse de nouveaux ennemis intérieurs : russophones, « victimes de la

pensée coloniale », adeptes des prêtres moscovites, collaborateurs, agents du Kremlin ou pédés. Les Ukrainiens du front sont montrés du doigt comme les ingrats de l'arrière, qui devraient à leur tour blâmer ceux qui sont « confortablement » assis à l'étranger.

Cela nous ramène au « plan de victoire » du président qui, bien qu'il mette l'accent sur la force, ne fait qu'exposer nos faiblesses. Certains affirment qu'il s'agit peut-être du dernier ultimatum de Zelensky à l'Occident – destiné à être rejeté – avant un revirement complet vers un compromis forcé avec l'ennemi. Cet argument n'est pas totalement dénué de fondement, puisque les sondages suggèrent que plus de la moitié de la population serait prête à négocier ou à geler le conflit si le soutien de l'Occident lui était retiré.

Mais quelles sont les chances qu'un accord avec la Russie conduise à une paix durable, sans parler d'une paix juste ? Même en supposant que Poutine soit disposé à négocier de bonne foi, ce qui n'est pas acquis, de tels pourparlers pourraient être voués à l'échec, déboucher sur un accord mort-né ou ne constituer qu'une pause temporaire avant la reprise des combats.

La reconnaissance de l'annexion des territoires occupés est évidemment hors de question. Pour les Ukrainiens, ces territoires restent occupés et il n'y a aucun moyen d'atténuer cette réalité. Laisser l'Ukraine sans garanties de sécurité, surtout lorsque la Russie continue d'investir dans sa force militaire, serait une invitation ouverte à une nouvelle agression. 45 % des Ukrainiens considèrent qu'une paix injuste serait une trahison des compatriotes tombés au combat et 49 % d'entre eux descendraient dans la rue pour protester contre le compromis. Le seul accord ayant une chance d'être soutenu, avec une légère marge, comprend la désoccupation des régions de Zaporijia et de Kherson, combinée à l'adhésion à l'OTAN et à l'UE.

D'autre part, rien de moins que la capitulation et la soumission ne semblent remplir les objectifs du Kremlin dans cette guerre d'agression, qui ont été réitérés par Poutine lui-même avant le sommet des BRICS à Kazan.

En outre, le plan budgétaire triennal récemment adopté par la Russie porte les dépenses militaires à un niveau record. Par

conséquent, la plus grande erreur serait d'opposer les efforts diplomatiques au soutien militaire. Sans une solidarité significative, l'Ukraine et son peuple chuteront – si ce n'est pas maintenant, ce sera plus tard.

Bien qu'il n'existe pas de solutions faciles ou toutes faites, l'honnêteté est essentielle pour se préparer.

Si un cessez-le-feu intervient, il ne durera peut-être pas longtemps, mais chaque jour qui passe doit être mis à profit pour renforcer la résilience de notre société. Exposer notre écosystème aux investisseurs étrangers alors qu'il est déjà affaibli par des années d'exploitation prédatrice et d'écoterrorisme russe, n'est pas la solution.

L'inégalité, l'aliénation et la privation de droits ne nous apporteront pas la résilience. La main invisible du marché – qui marchandise tout, qui est en proie au court-termisme et au profit – ne nous rendra pas plus forts.

La racine de nos problèmes réside dans le fait que, trop souvent, les intérêts de ceux qui, par leur travail invisible, font fonctionner le pays, ont été ignorés. Espérons que cette fois-ci, nous avons retenu la leçon.

C'est pourquoi Sotsialnyi Rukh déclare publiquement qu'il est prêt à coopérer avec d'autres forces pour construire un mouvement politique qui garantisse que la voix du peuple soit entendue dans les couloirs du pouvoir. Dès que les élections auront lieu, elles pourront décider de notre destin pour les années à venir.

[Oleksandr Kyselov est membre de Sotsialnyi Rukh](#)

Source : *Solidaritet*, 23 octobre 2024
Traduction Catherine Samary.



Cuba : « libre » marché ou planification démocratique ?

Sam Farber

47

De nombreux économistes cubains qui plaident pour un rôle plus important du marché dans l'île insistent sur le fait qu'ils ne sont pas des défenseurs du capitalisme car, selon eux, les marchés ne sont pas équivalents au capitalisme étant donné qu'ils l'ont précédé pendant de nombreux siècles. Bien que cela soit vrai, ces économistes ne mentionnent pas qu'avec l'établissement et la consolidation du capitalisme, les marchés sont non seulement devenus la force économique dominante dans de nombreuses sociétés, alors qu'ils ne l'avaient jamais été auparavant, mais qu'ils ont également structuré la vie économique ainsi que les relations sociales, politiques et culturelles de ces sociétés.

Ces changements ont été brillamment analysés par l'historien de l'économie Karl Polanyi dans son livre *La grande transformation*¹, qui est devenu un classique après sa publication en 1944. Outre la description détaillée du fonctionnement des marchés précapitalistes, Polanyi a développé un cadre conceptuel qui distingue les sociétés qui tout en ayant des marchés n'étaient pas capitalistes de celles qui avaient des marchés typiquement capitalistes et qu'il a appelées « sociétés de marché ». Pour Polanyi, comme l'a souligné l'historienne marxiste Ellen Meiksins Wood dans *L'origine du capitalisme*², dans les sociétés précapitalistes, les pratiques et les relations économiques étaient intégrées ou immergées dans des relations non économiques basées sur la parenté, les institutions communautaires, politiques et religieuses. Le gain matériel n'était pas une finalité importante ; ce que les gens

recherchaient, c'était d'obtenir un statut et du prestige ainsi que de maintenir et de renforcer la solidarité communautaire. Le commerce, qu'il s'agisse de marchés locaux ou distants, n'était pas guidé par la concurrence. L'activité commerciale locale était strictement réglementée ; dans le commerce à longue distance, le rôle du commerçant consistait à déplacer des marchandises d'un marché à l'autre pour profiter des taux de change inégaux.

Aucune de ces distinctions n'implique une quelconque proposition d'adoption du modèle précapitaliste de Polanyi pour toute économie ou société contemporaine, y compris Cuba. Elles ne sont mentionnées que pour souligner l'idée que le capitalisme est aussi vieux que l'histoire elle-même relève peut-être du « sens commun », mais pas du « bon sens », et qu'elle est tout simplement fautive. Cette erreur a trouvé un écho à Cuba en raison de l'épuisement, de la désillusion et de la pénurie généralisée à laquelle l'île est chaque jour confrontée, écho renforcé par les sophismes propagés par certains partisans et idéologues du statu quo économique international.

L'opposition politique progressiste et le marché

L'opposition politique progressiste à Cuba a critiqué à juste titre le régime au pouvoir dans le domaine politique pour son autoritarisme antidémocratique qui ne reconnaît pas les droits individuels et collectifs du peuple cubain et qui n'a aucun scrupule à réprimer la résistance à ses abus par l'emprisonnement arbitraire de plusieurs centaines de compatriotes. Sur la base de ces critiques, l'opposition progressiste a esquissé bon nombre des caractéristiques importantes du

1. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 2009.

2. Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme : une étude approfondie*, Montréal, Lux, 2009.

nouvel ordre démocratique auquel elle aspire. Il n'en va pas de même dans le domaine économique où, même si la critique de cette opposition à l'égard du désastre de l'ordre bureaucratique qui prévaut dans l'économie a été indispensable, elle a écrit et dit très peu de choses en ce qui concerne sa vision générale du type d'économie qu'elle privilégie pour l'île.

Ainsi, alors qu'à Cuba l'opposition de droite s'est clairement prononcée en faveur d'un système capitaliste pour l'île, l'opposition progressiste n'a guère fait plus qu'exprimer son soutien à des réformes très spécifiques et à des changements limités dans l'ordre économique. Il est temps, cependant, que les secteurs les plus progressistes de l'opposition au régime autoritaire commencent à développer une vision générale de l'avenir de l'île, en commençant par se demander si une Cuba démocratique devrait accorder un rôle dominant ou complémentaire du marché. L'option d'un marché qui ne joue qu'un rôle complémentaire dans l'économie exige, au minimum, le contrôle public de la direction de l'économie qui, pour être démocratique, exige la création d'un système de planification démocratique qui prendrait les décisions essentielles pour l'économie telles que la quantité de ressources à allouer à la consommation par rapport à la quantité et à la qualité des ressources affectées à l'épargne et à l'accumulation nécessaires au progrès économique, en particulier dans les pays qui, comme Cuba, sont confrontés à une situation défavorable dans le contexte de l'énorme reconstruction nécessaire à leur redressement économique.

La planification démocratique ne doit pas être abordée en premier lieu d'un simple point de vue technocratique, mais dans une perspective d'auto-éducation politique à travers un débat national, en particulier parmi les travailleurs des bureaux, des ateliers et des usines qui constituent la colonne vertébrale de l'économie d'aujourd'hui. Il est évident que toute planification au niveau national doit tenir compte des conflits possibles entre les différents objectifs et priorités, des ressources existantes dans le pays et de la possibilité d'importations. Mais les inévitables conflits concernant les priorités de la planification rendent nécessaire un processus de négociation entre ces différences de

manière ouverte, publique et démocratique, en particulier entre les secteurs les plus concernés.

Un tel système ne peut fonctionner que dans le contexte d'une totale liberté d'information et de sa large diffusion, où les failles, les erreurs et les crimes politiques et économiques des fonctionnaires et des institutions sont ouvertement exprimés et dénoncés. Une publicité abondante et libre est le meilleur remède à l'arbitraire, à l'abus de pouvoir, à l'inefficacité, aux biens de consommation mal conçus et mal produits, à la corruption économique et administrative.

On peut s'attendre à ce que le peuple cubain associe, à juste titre, toute notion de planification économique à la soi-disant planification du régime actuel, caractérisée par la pénurie de biens de consommation et le mauvais état des services publics, des transports et du logement, entre autres graves problèmes économiques. Ces échecs ne sont toutefois pas surprenants: si le blocus économique des États-Unis a manifestement eu un impact négatif, celui-ci a été relativement moins important que les conséquences désastreuses d'une planification économique formulée et mise en œuvre par le gouvernement depuis le début, dépourvue d'informations véridiques et fiables sur l'économie, sans discussion ni débats libres et ouverts sur ces plans à tous les niveaux de la société cubaine. Ce type de planification bureaucratique centralisée a toujours manqué de transparence et n'a jamais été ouvert à un quelconque débat libre sans la manipulation du Parti communiste cubain. Les informations relatives à l'économie ont non seulement été systématiquement déformées, mais elles ont été cachées et tenues secrètes, comme cela a été le cas, par exemple, pour les données relatives à la pauvreté et aux inégalités, qui ont été réprimées pendant plus de vingt ans. Ce contrôle antidémocratique, manipulé d'en haut, a bloqué la transmission des signaux clairs indispensables (comme, par exemple, la production réelle d'intrants nécessaires à d'autres entreprises) au bon fonctionnement d'un système économique. Ni le prétendu marché «libre», ni la planification démocratique et rationnelle ne peuvent fonctionner correctement dans un environnement où les mensonges bureaucratiques dominent.

Ce contrôle antidémocratique et bureaucratique a également empêché, créé des obstacles et découragé la résolution des problèmes, en raison de la culture qui prévaut et qui consiste à éluder les responsabilités et à les transférer à d'autres. Le manque absolu de pouvoir que les travailleurs doivent avoir pour prendre des décisions au niveau local, ainsi que l'absence d'incitations économiques ou politiques significatives - comme, par exemple, l'autogestion des travailleurs - ont généré de l'indifférence, de l'apathie, de l'insouciance et un manque de coordination des tâches, en particulier au niveau local.

Cela explique pourquoi, comme le rapportait l'économiste cubain Carmelo Mesa-Lago à propos de l'économie cubaine dans les années 1970, les équipements importés étaient laissés à l'abandon : les structures nécessaires pour les stocker n'avaient pas été préparées à l'avance. Apparemment, personne n'a osé attirer l'attention sur ce « détail » et critiquer les administrateurs pour ce grave manque de responsabilité. À ces considérations s'ajoutent l'irresponsabilité et de nombreux cas d'arbitraire économique, comme les interventions néfastes de Fidel Castro dans l'économie, telles que le désastre de la récolte sucrière de dix millions de tonnes en 1970, l'échec des vaches F-1 ou de la ceinture agricole de La Havane, entre autres exemples de caprices économiques.

Cependant, elle est présentée ici comme une alternative raisonnable, d'une part, au désastre de la planification bureaucratique du régime et, d'autre part, aux grandes distorsions, injustices et dislocations du marché capitaliste « libre ». La notion de planification économique démocratique exprimée ici est, en dernière instance, une tentative d'appliquer la démocratie au monde économique.

Elle se présente comme une alternative au passé prérévolutionnaire où les mécanismes du marché capitaliste conduisaient inévitablement à l'inégalité économique et sociale, ainsi qu'au régime bureaucratique et économiquement désastreux du communisme officiel. En ce qui concerne le passé, c'est ce type de marché capitaliste qui a déterminé que 60 % des médecins et 62 % des dentistes étaient concentrés à La Havane, où seulement 21 % de la population cubaine résidait. Cela signifiait l'abandon honteux

de la majeure partie de la population. De même, ce même marché capitaliste a déterminé que le boom de la construction de maisons privées et d'appartements dans la période d'après-guerre profitait aux classes moyennes et supérieures, laissant les autres Cubains, en particulier les Cubains noirs, confinés dans les nombreuses maisons de chambres et immeubles de rapport détériorés et, dans les cas les plus extrêmes, dans les quartiers très marginaux de La Havane tels que Las Yaguas et Llegá y Pon. La réapparition de ces phénomènes sur l'île ne nie en rien qu'elle a été le produit du marché capitaliste « libre » avant 1959.

Cela ne signifie pas que la planification en elle-même puisse suffire à remédier aux grandes injustices sociales, en particulier au racisme, à moins qu'il n'y ait une volonté politique et un contrôle démocratique dans l'ensemble de la société cubaine pour y faire face et apporter les changements nécessaires. Actuellement, les régions les plus pauvres du pays, comme le sud-est de l'île, sont habitées par une nette majorité de Noirs, qui continuent à souffrir de manière disproportionnée de la pénurie matérielle et de la pauvreté. L'inégalité sociale est également visible à l'intérieur de la région métropolitaine de La Havane, avec d'une part les quartiers relativement mieux lotis, près de la côte du golfe du Mexique, et d'autre part les Cubains les plus pauvres vivant dans la zone de détérioration rapide de la « Havane intérieure », plus éloignée de la mer, qui vivent dans des quartiers qui se détériorent à un rythme beaucoup plus rapide. Il est très douteux que de tels problèmes structurels et inégalités puissent être éliminés par le système capitaliste, même dans sa version plus modérée du mal nommé « État-providence ».

Un élément essentiel d'une économie planifiée démocratiquement est le contrôle des travailleurs sur leur lieu de travail. Le contrôle de la manière dont les choses sont produites et de la manière d'utiliser rationnellement les ressources disponibles est une puissante incitation politique pour que les travailleurs soient attentifs et s'impliquent davantage dans les décisions relatives à l'exécution de leur travail, ce qui engendrerait un sentiment d'accomplissement personnel et de responsabilité pour un travail bien fait. En outre, le contrôle des travailleurs faciliterait

l'introduction de nouvelles et meilleures méthodes de travail sur le lieu de travail, étant donné que les travailleurs ont tendance à mieux connaître que la direction les détails de ce qui se passe et la manière dont les choses fonctionnent réellement dans les bureaux, les ateliers et les usines.

Jusqu'à présent, cependant, rien n'indique que les travailleurs cubains soient intéressés par une telle perspective, peut-être parce qu'ils considèrent l'émigration et, dans une moindre mesure, le travail indépendant comme des objectifs plus réalisables. En outre, il ne fait aucun doute que dans les circonstances actuelles, le mauvais état et souvent la faillite de facto des entreprises d'État constituent un frein à l'autogestion des travailleurs. Le contrôle bureaucratique et antidémocratique des syndicats par le gouvernement, ainsi que la crainte très légitime de représailles de la part des autorités, constituent un obstacle majeur aux discussions libres qui pourraient stimuler l'intérêt potentiel des travailleurs pour le contrôle de leur lieu de travail. Malheureusement, l'opposition cubaine s'est préoccupée de l'expansion du travail privé et a gardé le silence sur les problèmes rencontrés par les travailleurs dans les entreprises d'État de l'île.

L'urgence de la situation à Cuba

Cuba traverse une crise économique et démographique profonde, comparable et peut-être même pire que la crise des années 1990 qui a suivi l'effondrement du bloc

soviétique. Les crises peuvent toutefois avoir des conséquences positives ; comme l'aurait dit le grand scientifique Albert Einstein, « au milieu de chaque crise se trouve une grande opportunité ». Pourtant, ce sont les secteurs sociaux de Cuba qui ne s'intéressent ni à l'avenir de la démocratie ni à l'égalité sociale et à la prospérité pour tous, qui profitent des opportunités offertes par la crise actuelle. Ainsi, par exemple, il apparaît que le principal effet des PYMES (petites et moyennes entreprises privées) nouvellement créées n'a pas été l'augmentation très nécessaire de la production économique et de la productivité du pays, mais l'importation de biens de consommation de l'étranger - y compris même des automobiles - principalement destinés aux propriétaires des nouvelles entreprises et à ceux qui ont la possibilité d'obtenir des dollars et des euros, généralement de la part de membres de leur famille vivant à l'étranger. C'est à cause de ce type de changement économique que les inégalités sociales et économiques augmentent sans que l'appareil productif du pays ne progresse.

Le gouvernement a réagi en adoptant une politique stérile et bureaucratique de harcèlement des PYMES qu'il a lui-même autorisées, au lieu de concentrer ses efforts sur l'augmentation de la production de l'État afin de concurrencer efficacement ces entreprises privées. Pendant ce temps, GAESA (l'aile commerciale des forces armées cubaines qui a longtemps dominé l'économie cubaine) a gaspillé les maigres ressources du



pays pour construire de plus en plus d'hôtels sans qu'il y ait de touristes pour les remplir, tout en jetant les bases et en assurant sa position économique dominante dans le futur probable du capitalisme d'État à Cuba.

Les coûts d'un nouveau marché capitaliste à Cuba

Il est très important de commencer à parler en termes très concrets de l'impact d'un nouveau capitalisme susceptible d'être introduit par les membres de haut rang du régime, comme les officiers militaires qui contrôlent GAESA, en particulier après que les leaders historiques de la révolution (déjà nonagénaires) auront disparu de la scène politique. L'introduction de ce nouveau capitalisme menacera de nombreux droits et conquêtes sociales qui devront être défendus, y compris ceux qui ont précédé la révolution réussie de 1959, comme la défense de la stricte séparation de l'État et de la religion, et le droit à l'avortement qui, bien qu'illégal à cette époque, était largement pratiqué, bien que souvent dans des conditions qui étaient loin d'être appropriées.

Les services médicaux et l'éducation publique connaissent également une crise très grave. Mais si un changement politique favorisant la privatisation, qui va de pair avec le marché capitaliste, devait avoir lieu, ces institutions deviendraient une cible privilégiée pour une politique de privatisation hors de contrôle. Bien que tous les Cubains soient insatisfaits de l'état lamentable de ces services publics, ce sont les classes sociales émergentes de l'île, telles que la nouvelle bourgeoisie et la classe moyenne, qui se mobiliseraient pour exiger non pas une amélioration de ces services pour tout le monde, mais leur privatisation à leur propre avantage.

Inévitablement, la nouvelle situation conduirait à la création d'un service de type Medicaid à l'instar des États-Unis – un service public que de nombreux médecins américains n'offrent même pas en raison de la compensation inadéquate qu'ils reçoivent du gouvernement pour traiter les patients les plus pauvres – pour s'occuper des Cubains pauvres. Comme aux États-Unis, cette division des soins médicaux entre les pauvres et les classes moyennes et supérieures affaiblirait considérablement tout soutien politique

en faveur de la mise en place et du maintien d'un service médical qui servirait de manière compétente et respectueuse non seulement les riches et les classes moyennes, mais aussi tous les Cubains.

Les pressions exercées pour autoriser l'enseignement privé risquent également de s'intensifier. Et comme la privatisation commence, elle augmentera rapidement, qu'il s'agisse d'enseignement laïc ou religieux. Ces nouvelles institutions seront en mesure de recruter les meilleurs enseignants et d'obtenir les meilleures installations pour éduquer les fils et les filles des propriétaires privés prospères, des spécialistes, des techniciens et des fonctionnaires. Il est important de préciser que l'universalité de l'enseignement public obligatoire ne doit pas interférer avec la liberté religieuse, puisque toutes les croyances et religions devraient avoir la liberté d'offrir une instruction religieuse, à condition qu'elle ait lieu dans leurs propres locaux pendant le temps libre des élèves de l'école publique qui souhaitent la recevoir. Après tout, un système scolaire public bien financé par le budget public de la nation, avec un programme d'études contrôlé démocratiquement, non par l'État mais par les enseignants, les facultés d'éducation des universités cubaines et le corps étudiant, deviendrait peut-être l'institution la plus importante pour promouvoir la démocratisation, l'équité et l'intégration sociale, raciale et de genre de la société cubaine.

La pertinence de mon expérience politique

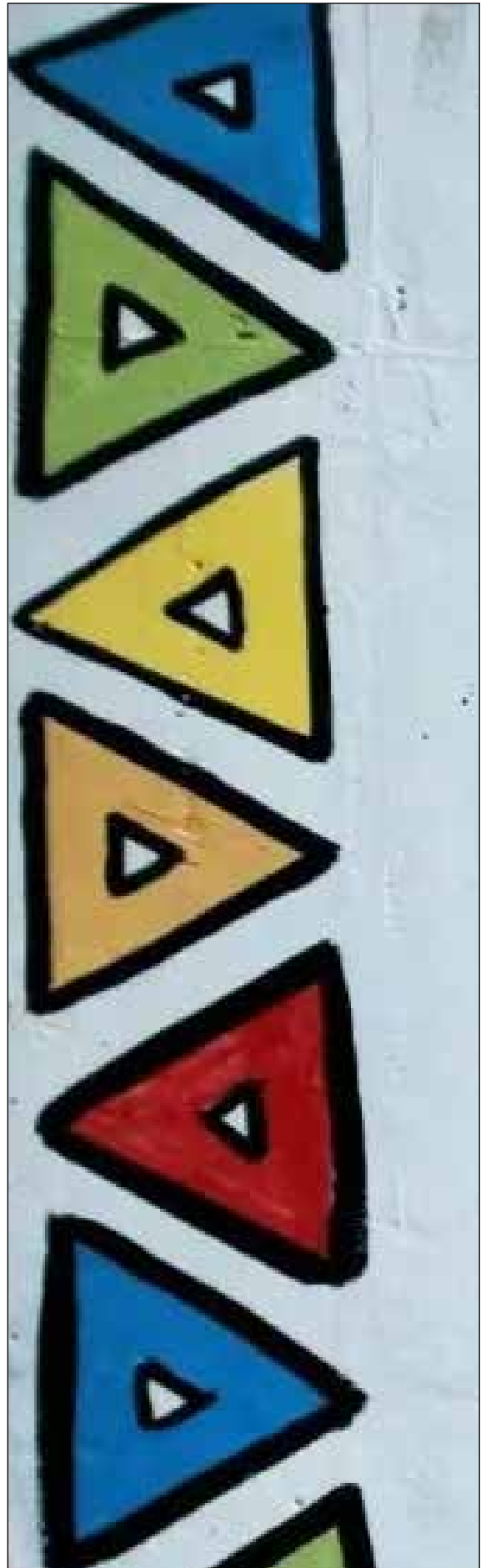
Face à la situation actuelle, je parle avec le bénéfice de l'expérience d'avoir vécu à Cuba pendant quatre mois au cours de l'été 1959, peu après la victoire révolutionnaire. Cette expérience m'a profondément radicalisé et a changé le cours de ma vie. Mais en même temps, ayant acquis une certaine connaissance de l'histoire de l'URSS et des pays qu'elle avait conquis après la Seconde Guerre mondiale, j'ai commencé à m'inquiéter du fait que des jeunes comme moi, qui n'avaient pas de passé communiste, suivaient de plus en plus souvent, sans esprit critique, la direction politique, non pas tant du PSP (Partido Socialista Popular, l'ancien parti communiste pro-Moscou), mais des « pastèques » (vertes à

l'extérieur, mais rouges à l'intérieur), à savoir des dirigeants tels que Raúl Castro et surtout Ernesto Che Guevara. Ces dirigeants appelaient à des mesures autoritaires telles que l'«unité» du peuple cubain, qui étouffait les voix révolutionnaires dissidentes et imposait le silence sur toute mention des décisions antidémocratiques de plus en plus nombreuses prises par la direction révolutionnaire. Ils ont affirmé que le seul et véritable ennemi était l'impérialisme américain et que toute position critique à l'égard du régime servait également les intérêts politiques de la bourgeoisie cubaine et des propriétaires terriens. Cette attitude est malheureusement devenue largement partagée et a facilité l'introduction par les dirigeants du «stalinisme tropical» de l'État à parti unique.

La concentration exclusive sur les ennemis de la situation actuelle a laissé le peuple cubain politiquement impréparé pour faire face aux ennemis potentiels à affronter dans le futur proche. Cela ressemble à la position actuelle de nombreux Cubains qui, sur la base de l'ancienne théorie des étapes, préconisent de se concentrer exclusivement sur l'élimination de la dictature castriste et de «voir ensuite», en évitant toute considération pour l'avenir. Cette vision ne tient pas compte du fait que la force et l'influence politiques qui peuvent être développées aujourd'hui peuvent jouer un rôle important dans la construction de l'avenir que nous aimerions tous voir en tant que défenseurs de la démocratie et de l'égalité sociale et économique.

Samuel Farber est né et a grandi à dans le quartier de Marianao à La Havane à Cuba. Installé aux États-Unis et actif dans la gauche américaine indépendante, il a publié de nombreux ouvrages critiques sur Cuba et la révolution castriste, notamment en français, *Che Guevara: ombres et lumières d'un révolutionnaire*, Paris, Syllepse, 2017. Voir également *Cuba Since the Revolution of 1959. A Critical Assessment*, Chicago, Haymarket Books, 2011 et *Before Stalinism: The Rise and Fall of Soviet Democracy*, Londres, Verso, 1990.

Source: *CubaXCuba, Laboratorio de Pensamento civico*, 16 octobre 2024. Cet article a été écrit avant la récente panne d'électricité et les manifestations qui l'ont accompagnée.



Conversations inégales

Meron Rapoport

Awni Al-Mashni et moi-même avons passé des années à rencontrer des Israélien·nes et des Palestinien·nes à travers le pays pour discuter des visions de l'avenir. Avons-nous encore des réponses ?

Lui et moi, nous nous connaissons depuis plus de dix ans. Nous avons le même âge et vivons à une heure de route l'un de l'autre – lui à Bethléem, moi à Tel Aviv. Mais notre histoire personnelle est totalement différente : j'ai servi dans l'armée israélienne, tandis qu'Awni a passé du temps dans les prisons israéliennes pour ses activités au sein du Fatah. Néanmoins, après avoir été présentés par un ami palestinien commun, nous avons immédiatement constaté que nous partagions des valeurs communes et, plus important encore, une vision commune.

Sur la base de ces valeurs et de cette vision, nous avons cofondé en 2012 une organisation initialement appelée « Deux États, une patrie », aujourd'hui connue sous le nom de « Une terre pour toutes et tous », qui propose les grandes lignes d'une solution confédérale au conflit israélo-palestinien. Depuis, nous nous sommes rencontrés des centaines de fois, nous avons voyagé ensemble en Israël et en Cisjordanie, et nous avons parlé à des milliers d'Israélien·nes et de Palestinien·nes. Nous nous parlons au téléphone – en arabe, car Awni ne parle ni hébreu ni anglais – au moins deux ou trois fois par semaine, parfois plus. Nous sommes devenus non seulement des partenaires politiques, mais aussi des amis.

Au cours de ces longues années, nous avons dû surmonter de nombreuses crises graves dans les relations israélo-palestiniennes : la guerre de Gaza de 2014, l'« Intifada des couteaux » de 2015, la Grande Marche du retour de 2018, l'« Intifada de l'unité » de 2021, et bien d'autres encore. Mais aucune crise ne s'est approchée de celle du 7 octobre et de l'assaut israélien sur Gaza qui s'en est suivi. Le choc de ce jour-là et la peur profonde de l'avenir de cette terre nous accompagnent depuis lors.

Pour marquer le premier anniversaire de la guerre, Awni et moi avons enregistré une conversation. Avant même de commencer à parler, nous savions qu'il y aurait une limite à la progression de la conversation : Awni, sensible comme il l'est, ne peut pas comprendre la profondeur du choc émotionnel que j'ai ressenti face aux atrocités infligées par le Hamas le 7 octobre ; et moi, sensible comme je le suis, je ne peux pas comprendre la profondeur du choc émotionnel qu'il a ressenti face au massacre délibéré de son peuple à Gaza.

En outre, il ne s'agissait pas d'une conversation entre égaux. Je suis du côté de l'occupant, Awni est du côté de l'occupé. Si je ne nie pas la responsabilité du Hamas et d'autres groupes palestiniens pour les crimes qu'ils ont commis, je suis profondément convaincu que le fondement de toute violence entre Israélien·nes et Palestinien·nes réside dans ce que mon État et mon peuple ont fait et continuent de faire chaque jour. Tant que nous, Israélien·nes, n'aurons pas corrigé cette injustice, ni nous ni les Palestinien·nes ne pourrions vivre ici en paix.

MERON. Je voudrais te rappeler la conversation que nous avons eue il y a un an, le 7 octobre. L'un d'entre nous, je ne sais plus qui, a dit que les attaques étaient inattendues et pourtant tout à fait prévisibles. À mon avis, on pouvait s'attendre à ce que le siège de Gaza explose un jour et à ce que tout le statu quo s'effondre. Ce que je n'aurais pas pu prévoir, c'est la brutalité des actions du Hamas ce jour-là – le meurtre de civil·es dans leurs maisons, le massacre au festival Nova - ainsi que l'incapacité de l'armée israélienne à protéger les civil·es. Comment te souviens-tu de tes sentiments ce jour-là ?

AWNI. Il m'est difficile de penser à ce que j'ai ressenti ce jour-là après tout ce qui s'est passé depuis. Le fait est que tant qu'il y aura une occupation, tant que les Palesti-

nien·nes seront attaqué·es et emprisonné·es, les causes sous-jacentes du 7 octobre existeront toujours. Je ne sais pas ce qui va se passer, mais je sais que le peuple palestinien n'acceptera pas que la situation perdure à jamais. Le 7 octobre, c'était le Hamas. À l'avenir, il pourrait s'agir d'autres organisations plus radicales. Viendront-elles de Cisjordanie? De Jordanie? Je ne sais pas, mais elles viendront.

MERON. Je ne t'ai pas demandé ce que tu penses maintenant, je t'ai demandé ce que tu a ressenti le 7 octobre. Quelle a été la plus grande surprise ce jour-là?

AWNI. La plus grande surprise a été la capacité du Hamas à faire une telle chose, et la faiblesse de l'armée israélienne. Ce jour-là, j'ai réalisé que le Hamas avait tué beaucoup de civil·es. Je suis contre le fait de tuer des civil·es, quels qu'ils soient et où qu'ils soient. Je suis contre le fait de tuer des civil·es lors d'un festival, contre le fait de tuer des femmes et des enfants, des Israélien·nes, des Palestinien·nes, des étranger·es. J'ai exprimé clairement ces sentiments, j'ai écrit des articles à ce sujet et je continue à défendre ces points de vue. Le fait qu'Israël ait tué 40 000 Palestinien·nes à Gaza n'a pas changé ces sentiments il est inacceptable de tuer près de 1 000 civil·es israélien·nes, tout comme il est inacceptable qu'Israël commette des destructions massives à Gaza.

MERON. À ce moment-là, il était clair pour nous qu'après ce qui s'était passé le 7 octobre, la réponse israélienne serait sévère et violente. T'attendais-tu à ce qui s'est passé ensuite?

AWNI. Honnêtement, je ne m'y attendais pas. Je m'attendais à ce qu'il y ait des meurtres, des bombardements, une invasion de Gaza. Mais à une telle échelle? Je ne m'y attendais pas. Et la plus grande surprise pour moi n'a pas été la réponse de l'armée, mais l'ampleur du soutien du public israélien à la tuerie et à la famine.

Je pensais que l'armée israélienne commettrait des crimes de guerre, mais qu'il existait une société israélienne aux valeurs humaines et morales qui ne l'accepterait pas. Je me souviens qu'un demi-million d'Israélien·nes ont protesté à Tel-Aviv contre le

massacre de Sabra et Chatila [en 1982] et ont contraint [le ministre de la défense Ariel] Sharon [qui a été tenu pour responsable de l'autorisation du massacre] à mettre en place une commission d'enquête. Je pensais qu'un demi-million d'Israélien·nes s'élèveraient contre cette tuerie à Gaza. Le fait que la société israélienne soit devenue plus extrémiste que l'armée, la critiquant même pour ne pas avoir tué suffisamment, m'a surpris.

Comment vois-tu la société israélienne d'aujourd'hui, où les journalistes dans les studios de télévision distribuent des bonbons et des chocolats et font péter le champagne pour célébrer les massacres?

MERON. Je ne m'attendais pas non plus à ce qu'Israël atteigne ce niveau de violence et de barbarie. Je souffre que des gens que je vois dans la rue, dans les cafés, dans les hôpitaux, aient pu commettre ou soutenir ces crimes. J'entends ce que les gens disent et j'ai honte.

Cela fait plus de dix ans que nous travaillons ensemble pour la paix, l'égalité et l'acceptation mutuelle entre Juifs/Juives et Palestinien·nes. Mais aujourd'hui, je me demande si la société israélienne acceptera un jour qu'il y ait un autre peuple sur cette terre et qu'il mérite d'avoir des droits. Je me demande si les efforts que nous avons déployés pendant toutes ces années ont eu un quelconque impact, et je n'ai pas de réponse.

Les Israélien·nes ne voient pas ce qui s'est passé le 7 octobre de la même manière que toi. Ils n'ont vu que la barbarie incompréhensible du Hamas. De nombreuses et nombreux Israéliens ont des parent·es qui ont été tué·es, et je comprends leur désir de vengeance. Nous sommes des êtres humains. Mais nous sommes arrivés à un point où il n'y a plus de limite à ce qu'Israël peut faire.

AWNI. On peut peut-être comprendre, pour des raisons humaines, que ce qui s'est passé le 7 octobre suscite des sentiments de vengeance. La question est de savoir ce qui va découler de ce qui se passe à Gaza. Qu'advient-il de la génération palestinienne qui est façonnée par ces événements? Comment les enfants palestiniens grandiront-ils? Pourront-ils considérer un·e Israélien·ne comme un·e partenaire? Je n'ai pas de réponse à ces questions.

MERON. Que réponds-tu aux personnes qui t'interrogent à ce sujet? Après tout, les gens savent que tu fais partie d'une organisation qui comprend des Israélien·nes et des Palestinien·nes.

AWNI. Les personnes me demandent: «Comment pouvons-nous vivre avec ces personnes qui vont à des manifestations appelant à tuer davantage de Palestinien·nes, ou qui bloquent les camions apportant de l'aide à Gaza?» Puis-je leur dire: «Elles et ils sont simplement en colère à cause du 7 octobre?» Ce à quoi nous assistons est plus qu'une simple réaction au 7 octobre: c'est un plan politique d'expulsion et de destruction.

MERON. Nous avons tenu de nombreuses réunions avec des Israélien·nes. Si nous devions tenir une telle réunion maintenant, que dirais-tu à quelqu'un·e qui te demanderait comment les Israélien·nes peuvent vivre avec les Palestinien·nes après ce que nous avons vu le 7 octobre - et le fait que tous les sondages d'opinion montrent qu'une majorité de Palestinien·nes, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, soutiennent ce qui s'est passé le 7 octobre?

AWNI. C'est une question logique et juste. Mais les Israélien·nes ont la mémoire courte. Les trois quarts des Palestinien·nes étaient en faveur d'Oslo et de la paix avec les Israélien·nes. Les Palestinien·nes de Jéricho sont allé·es déposer des rameaux d'olivier devant les chars israéliens. Mais trente ans plus tard, les Palestinien·nes n'ont toujours pas obtenu leurs droits. Tu me demandes pourquoi la société palestinienne soutient la résistance? Parce que lorsque les Palestinien·nes se tournent vers la paix, elles et ils n'obtiennent toujours pas leurs droits.

Les Palestinien·nes ont accepté deux États dans les frontières de 1967, une Palestine démilitarisée et une supervision internationale. Mais Netanyahu n'a pas engagé de négociations avec les Palestinien·nes depuis plus de dix ans. Si les Palestinien·nes ne se voient pas accorder un État et s'ils ne sont pas autorisé·es à mener une vie normale sans être confronté·es à la violence des soldats et des colons armés et à l'expropriation de leurs terres, comment peut-on s'attendre à ce qu'ils ne soutiennent pas le Hamas?

MERON. J'ai récemment écouté une discussion à laquelle tu as participé avec le Dr Basem Naim, membre de la direction du Hamas. Tu lui avais demandé pourquoi le Hamas avait décidé seul de l'opération du 7 octobre et pourquoi il n'avait pas préparé et protégé la population de Gaza. Avec le recul, penses-tu que ce que le Hamas a fait était une erreur?

AWNI. Peut-être que l'action était une erreur, et peut-être qu'elle n'aurait pas dû être menée de cette manière. Il aurait dû être interdit de tuer des civil·es israélien·ne. Mais il était impossible que la situation à Gaza se poursuive indéfiniment. Il était impossible que Gaza reste assiégée pendant encore vingt ou trente ans, que [le ministre israélien de la sécurité nationale Itamar] Ben Gvir fasse ce qu'il fait dans les prisons pendant encore dix ou vingt ans, que les colonies de Cisjordanie continuent de s'étendre comme elles le font aujourd'hui. Peut-être que le 7 octobre lui-même était une erreur, mais on ne peut pas prendre petit à petit les terres du peuple palestinien, tuer ses fils et ses filles, démolir ses maisons, et s'attendre à ce qu'il ne fasse rien.

Je voudrais te poser une question: sans le 7 octobre, les Palestinien·nes auraient-ils un État? Auraient-ils leurs droits? Seraient-ils mieux traité·es? Tu m'avais dit que le 7 octobre avait mis les Israélien·nes en colère, au point de faire des choses irrationnelles. Mais ce qui est arrivé aux Palestinien·nes de 1967 à aujourd'hui ne risque-t-il pas aussi de les mettre en colère et de les rendre irrationnel·les?

Ce qui s'est passé le 7 octobre, et ce qui s'est passé depuis, n'enlève rien au fait qu'il y a deux peuples sur cette terre, et que ces deux peuples ne peuvent pas continuer éternellement sur la voie de la violence.

MERON. Y crois-tu? Malgré tout ce qui s'est passé?

AWNI. J'y crois, oui. Ce qui s'est passé à Gaza met les gens en colère, mais il y a une réalité sur le terrain: il y a sept millions d'Israélien·nes et sept millions de Palestinien·nes sur cette terre. La guerre n'y changera rien, même si l'Iran ou la Syrie entrent dans le conflit, ou si Israël occupe Bagdad.

Je pense que nous devons trouver un moyen pour que ces deux peuples vivent



ensemble, mais pas quand un peuple domine, opprime et conquiert l'autre. Je pense que la société israélienne est malade et qu'elle a besoin d'être guérie - et pas seulement parce que les illusions d'Israël mettent en danger les Palestinien·nes, mais aussi elleux-mêmes.

MERON. Pourquoi?

AWNI. Parce qu'aujourd'hui, tout le Moyen-Orient est convaincu qu'Israël est un danger pour la région et qu'il est impossible de vivre à ses côtés. C'est vrai non seulement pour les Palestinien·nes, mais aussi pour les Égyptien·nes, les Jordanien·nes, les Syrien·nes, les Libanais·es, les Irakien·nes, les Iraniens·ne et les Koweïtien·nes. En Jordanie, elles et ils pensent qu'Israël est capable d'expulser des millions de Palestinien·nes de Cisjordanie, ce qui constitue une menace pour le royaume hachémite. L'expulsion de 2 millions de Gazaoui·es vers l'Égypte est également considérée comme une menace pour l'Égypte. Lorsque toute la région sent qu'Israël est un danger, je pense que les Israélien·nes devraient y réfléchir à deux fois.

MERON. Nous travaillons ensemble depuis plus de dix ans. Comment vois-tu les fondements de la lutte commune israélo-palestinienne à l'avenir? Avons-nous une chance?

AWNI. Je pense que la guerre peut être transformée en opportunité: elle peut conduire à une réflexion différente. Le peuple palestinien n'a pas été éliminé et les Israélien·nes n'ont pas été éliminé·es. Les Palestinien·nes vivent une crise existentielle de nourriture, d'eau, de prisons et de centres de détention. Les Israélien·nes vivent la crise du lendemain, craignant pour leur avenir.

Nous pouvons surmonter ces crises et parvenir à une paix véritable, mais cela nécessite un changement de mentalité et de politique - un changement qui s'impose davantage aux Israélien·nes qu'aux Palestinien·nes. Les Israélien·nes détiennent les clés, elles et ils contrôlent tout le pays, elles et ils oppriment le peuple palestinien.

MERON. Et qu'attend-on des mouvements israélo-palestiniens?

AWNI. La/le Palestinien ne peut pas écouter l'Israélien·ne aujourd'hui. Si un·e Israélien·ne s'adresse à la société palestinienne, elle ou il ne sera pas entendu. L'Israélien·ne doit travailler en Israël. La/le Palestinien·ne doit travailler au sein de la société palestinienne, mais il n'y a pas grand-chose à dire aux Palestinien·nes.

Je n'ai pas de réponse, Meron. Je n'ai plus de réponses à donner aux Palestinien·nes. J'attends de chaque Israélien·ne qu'il me donne des réponses pour que je puisse les transmettre au peuple palestinien.

MERON. Je n'ai pas non plus de réponses. Je pense qu'Israël a perdu la raison, il ne pense pas au lendemain. Après la récente attaque de l'armée sur Tulkarem, une amie palestinienne m'a écrit que nous, les activistes juifs et juives, devons nous organiser et dénoncer ces crimes. C'est maintenant ou jamais. Ce n'est pas le moment de trouver des solutions, m'a-t-elle écrit, c'est le moment de rejoindre la lutte de vos frères et vos sœurs palestinien·nes.

Que la Cour internationale de justice décide ou non que la guerre d'Israël à Gaza constitue un génocide, il est clair qu'Israël est prêt à effacer l'existence des Palestinien·nes dans la bande de Gaza, et peut-être aussi en Cisjordanie. L'heure n'est donc pas aux conversations sur les solutions, mais à la lutte commune.

AWNI. Aujourd'hui, les juifs et les juives israélien·nes ont peur de s'exprimer parce que leur société est de droite, raciste et haineuse. Un·e Israélien·ne devrait-il alors venir dire qu'il s'identifie à moi ? Cela ne m'aide pas.

La défaite de la droite idéologique en Israël aujourd'hui n'est pas seulement dans l'intérêt des Palestinien·nes, elle est aussi dans l'intérêt des Juifs et des Juives israélien·nes qui pensent qu'Israël doit continuer à exister. Parce qu'en fin de compte, cette politique [de droite] ne peut mener qu'à une seule chose : qu'Israël cesse d'exister. Elle n'apportera ni réconciliation ni coexistence.

MERON. Pourquoi as-tu dit qu'il ne suffit pas qu'un·e Israélien·ne s'identifie à vous ?

AWNI. Vous faites partie d'une société qui commet des crimes de guerre. Vous n'êtes pas obligés de dire que vous vous identifiez

à moi. Vous devez changer la situation politique pour empêcher Israël de commettre des crimes de guerre. C'est votre travail, votre responsabilité : construire une société basée sur l'humanité, le respect des autres et l'égalité des droits. Expliquez-moi, d'un point de vue juif, la logique qui excuse ce que fait Israël au Liban, à Gaza et en Cisjordanie.

MERON. C'est une question que je me pose. Je reconnais qu'il y a un risque que ce que fait Israël détruise son existence. Il est dans mon intérêt juif de lutter contre cette idée. Mais en même temps, je sais que la plupart des Juifs et Juives israéliens soutiennent une attaque contre Tulkarem, contre les écoles de Gaza, contre le Liban. Elles et ils n'entendent pas d'autre voix.

Et quand mon amie palestinienne dit que la seule chose que les activistes juifs et juives peuvent faire est de rejoindre la lutte palestinienne, que penses-tu de cette approche ?

AWNI. Il n'est pas nécessaire de rejoindre les Palestinien·nes, merci beaucoup. Il y a suffisamment de militant·es du côté palestinien. Ce qu'il faut, c'est que a juive et le juif israélien remplisse son rôle dans sa société, indépendamment des Palestinien·nes. Nous avons besoin que vous agissiez à Tel Aviv, Haïfa, Ashdod, avec les partis juifs, les institutions juives, les étudiant·es juifs et juives, et que vous leur disiez que ce qui se passe est mal, et que cela détruit votre existence, votre avenir.

MERON. Je pense que l'une des choses que les Juifs et Juives israélien·nes souhaitent le plus entendre de la part des Palestinien·nes, c'est que nous sommes les bienvenu·es sur cette terre, que les Palestinien·nes acceptent la présence juive ici. Mais la plupart des Palestinien·nes considèrent les Israélien·nes comme un produit du colonialisme britannique, qui ne fait pas partie de la terre. Ce n'est peut-être pas le bon moment [pour faire de telles demandes], mais pour moi, c'est important.

AWNI. Je considère également que les Israélien·nes sont arrivé·es ici grâce au colonialisme britannique, c'est indéniable. Mais elles et ils sont devenu·es un peuple. Les Américains sont des colons venus d'Europe, mais elles et ils ont fini par créer un peuple.

Es-tu en train de me dire que je devrais reconnaître un droit historique aux Juifs et Juives en Palestine datant d'il y a 3 000 ans? Je ne sais pas ce qui s'est passé il y a 3 000 ans, je ne suis pas archéologue, et un archéologue ne peut pas dire qui a le droit [à la terre aujourd'hui]. Je m'occupe de la réalité politique. Je ne sais pas qui est venu avant qui. Mais en fin de compte, je reconnais qu'il y a deux peuples sur cette terre.

Lorsque nous avons parlé d'une seule patrie, nous avons voulu sortir du piège de la question historique. Tu n'es pas obligés de renoncer à ton récit historique, pas plus que je ne suis obligé de renoncer au mien, et nous reconnaissons qu'il s'agit d'une patrie pour deux peuples. «Deux États, une patrie» résout cette équation. Je considère Jaffa comme faisant partie de ma patrie, mais dans la pratique, elle fait partie d'un autre État. Tu verras Hébron comme tu voudras mais elle fait partie de l'État palestinien.

MERON. Malgré tout ce qui s'est passé, penses-tu qu'il existe une possibilité de réconciliation?

AWNI. Pourquoi ne le croirais-je pas? Qui a perpétré l'Holocauste? Les Allemand-es. Alors comment se fait-il qu'Israël ait de bonnes relations avec l'Allemagne? Qui a colonisé l'Algérie pour l'exploiter? Les Français-es. Alors comment se fait-il qu'il y ait de bonnes relations entre les citoyen·nes français-es et les citoyen·nes algérien·nes? Les guerres sont dures et génèrent de la haine. Si tu veux surmonter la haine, tu dois produire des intérêts égaux. Les gens vivent le passé par douleur, mais ils pensent davantage à l'avenir.

MERON. Au début du mois, j'étais en Italie, où j'ai rencontré plusieurs Palestinien·nes. L'une d'entre elles a quitté Gaza pendant la guerre et une autre a quitté Gaza il y a cinq ans, mais toute sa famille y est restée. Nous pourrions facilement nous mettre d'accord sur l'égalité de tous ceux et toutes celles qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée, dans une situation où aucun peuple ne jouit d'une supériorité sur l'autre, et où moi, en tant que Juif, je n'ai pas de droits supplémentaires par rapport aux Palestinien·nes. Nous sommes proches. Les langues se ressemblent.

AWNI. Je crois en ce discours, mais il y a une classe politique – surtout en Israël, et peut-être aussi au Hamas – qui doit penser différemment. Peut-être que les événements de l'année dernière les aideront à changer leur façon de penser.

MERON. De quelle manière?

AWNI. Lorsque le projet expansionniste d'Israël sera dans l'impasse, lorsque les Israélien·nes arriveront à la conclusion qu'il ne peut être mis en œuvre par la violence et que les Palestinien·nes – malgré tout ce qui leur est arrivé – sont présent·es et ont des droits, cela nous conduira sur une autre voie. Cela prendra du temps. Je ne sais pas combien de temps.

L'équilibre des pouvoirs est important, mais il est également en train de changer. En peu de temps, l'Union soviétique est passée du statut de superpuissance à la disparition. Le monde change. Israël est un pays fort, mais cela pourrait changer. Si les Israélien·nes s'appuient uniquement sur l'équilibre actuel des forces, elles et ils peuvent remporter des victoires à court terme, mais à la fin, tout sera fini.

[Meron Rapoport est rédacteur à Local Call.](#)

Source : [972](#). La conversation a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté. Une version de cet article a d'abord été publiée en hébreu sur Local Call. Lisez-le [ici](#).

Les femmes africaines victimes de Trump

Joy Asasira

59

La présidence de Trump semble déjà devoir avoir un effet catastrophique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs sur le continent africain. Je travaille en tant que spécialiste de la santé reproductive et du genre en Ouganda et nous ressentons encore les impacts de la dernière présidence de Trump. Il ne fait aucun doute que les femmes et les filles africaines du continent s'inquiètent de l'impact de la seconde présidence de Trump sur leur santé et leur vie.

Au cours de son mandat précédent, les forces anti-droits, anti-genre et antidémocratiques s'étaient sentis plus libres, tandis que les valeurs de la droite chrétienne étaient utilisées comme arme contre les minorités. Ce phénomène s'est propagé bien au-delà des frontières du pays. Avec la victoire électorale de Donald Trump, les groupes qui l'ont soutenu dans sa course au pouvoir se sentiront probablement encore plus hardis.

L'administration Trump a tenté de créer des cadres internationaux de droits des êtres humains totalement alternatifs, comme la Déclaration du consensus de Genève (GCD) qui, contrairement à son titre, n'est pas un document obtenu par consensus et n'a rien à voir avec Genève. Elle a en fait été élaborée et lancée avec la signature de 34 pays, dont beaucoup sont des États peu respectueux des droits des êtres humains, notamment l'Ouganda et le Kenya. La GCD cherche à remettre en question l'existence d'un droit international à l'avortement et les progrès réalisés en matière de recherche et de développement au cours de la dernière décennie pour rendre les avortements sûrs accessibles dans le monde entier.

Cette politique a depuis enhardi les États qui l'ont signée à réprimer l'accès à l'avortement avec une notoriété croissante, puisque les signataires de cette politique sont

désormais au nombre de 39, le Tchad et le Burundi étant les derniers venus.

Donald Trump entretient également des relations avec son allié de longue date, Viktor Orban, le premier ministre hongrois, ainsi qu'avec Michael Pompeo et Valerie Huber, cette dernière étant l'un des architectes de la coalition anti-femmes de la déclaration de la GCD

Ces mêmes acteurs ont joué un rôle dans l'élaboration du Projet 2025 - un texte de 900 pages destiné à la prochaine présidence républicaine, produit par la Heritage Foundation. Ce document vise, entre autres, à limiter l'accès à la mifépristone, utilisée pour les IVG médicamenteuses. Il préconise le rétablissement de la «règle du bâillon mondial» élargie de 2017, qui interdit aux ONG étrangères recevant un financement des États-Unis de fournir des services d'avortement. Ce projet 2025 constitue la plus grande menace de notre époque pour la santé et les droits reproductifs.

En pratique, cela signifie que les Africaines peuvent s'attendre à voir augmenter le nombre de décès et de blessures dus à des avortements pratiqués dans des conditions dangereuses, ainsi que des lois et des politiques similaires mises en œuvre dans leurs pays en raison de l'agenda populiste de leurs dirigeants politiques. Nous verrons davantage de femmes et de jeunes filles mourir ou souffrir de blessures invalidantes à la suite d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses parce que les organisations qui fournissent ces services verront les robinets de leurs ressources fermés.

Il est important de noter que bon nombre de nos budgets de services sociaux en Ouganda et dans d'autres États subsahariens sont complétés par une aide financière étrangère. Une administration américaine

indifférente aux besoins des populations africaines, associée à des réformes politiques néfastes, aura un impact catastrophique. Les Ougandaises dépendent de ces acteurs pour des services de santé vitaux et elles et ils risquent de souffrir, voire de mourir, si aucune mesure compensatrice n'est mise en place.

En outre, au cours de sa dernière présidence, les juges triés sur le volet par Trump, Brett Kavanaugh et Amy Coney Brett, ont renversé l'arrêt *Roe v Wade*, ce qui a renforcé le mouvement anti-droit en Afrique pour lutter contre tout programme juridique, politique et de prestation de services visant à élargir l'accès à l'avortement. Par exemple, au Kenya, la Haute cour a rendu un jugement progressiste en mars 2022 en s'appuyant sur la définition de *Roe v Wade* du droit à la vie privée comme partie intégrante des droits des femmes. L'abrogation de cette décision américaine historique a ouvert la voie à un appel ultérieur de ce jugement progressiste rendu par la Haute cour de Malindi.

Trump, bien sûr, est également un négationniste du changement climatique, faisant des États-Unis le premier pays à se retirer de l'accord de Paris en 2020. Mais les crises induites par le climat et la hausse des températures ont un impact disproportionné non seulement sur les Africains, mais aussi sur la santé et la vie des femmes. En tant que féministes sur le continent, nous nous attendons donc à ce que sa position politique répressive sur la santé reproductive et sur le changement climatique continue à perpétuer les décès et les blessures évitables des femmes et des filles et à les enfoncer encore plus dans la pauvreté.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur le fait que la victoire de Kamala Harris aurait été une solution miracle à toutes les questions de justice en matière de genre et de procréation qui restent contestées aux États-Unis et dans le monde. Mais nous savons également que bon nombre des politiques proposées par Kamala auraient été bénéfiques pour les femmes et les filles africaines, ainsi que pour d'autres groupes structurellement marginalisés. Son parti était clair sur la nature fondamentale du droit à l'autonomie corporelle et à l'égalité devant la loi, ce qui contraste fortement avec le président entrant.

En fin de compte, la victoire de Trump rend notre travail plus difficile en tant que féministes parce que nous avons un président d'extrême droite et les ressources et structures de l'État qui, sous son contrôle incontrôlé, seront utilisées comme des armes contre les minorités aux États-Unis et au-delà. Après tout, comme nous l'avons vu, les dépenses de l'extrême droite américaine sont déjà en plein essor en Afrique.

En tant que défenseur-es des droits des êtres humains, nous devons retourner à la planche à dessin, faire le point sur les ressources, y compris nos allié-es mondiaux et nationaux existant-es, et les déployer de manière stratégique. Nous devons également maintenir les victoires durement acquises; nous ne devons pas rester silencieuses et silencieux mais continuer à combattre la désinformation que les groupes anti-droits déploient habituellement, et surtout, nous devons puiser dans notre force collective et rester solidaires de toutes les féministes et de tous les militant-es des droits des êtres humains, que ce soit aux États-Unis, en Amérique latine ou en Afrique, et continuer à ébrécher les systèmes de destruction tels que le patriarcat, la misogynie, le fascisme, l'impérialisme avec persévérance et en prenant soin de soi et de la communauté.

[Joy Asasira Joy est avocate. Elle a coordonné la Coalition nationale ougandaise pour l'arrêt de la mortalité maternelle due aux avortements pratiqués dans de mauvaises conditions et a été responsable de programme au Centre pour la santé, les droits de humains et le développement \(CEHURD\).](#)

Source : [OpenDemocracy](#), 8 novembre 2024.

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT!

Adresses.la.revue@gmail.com



